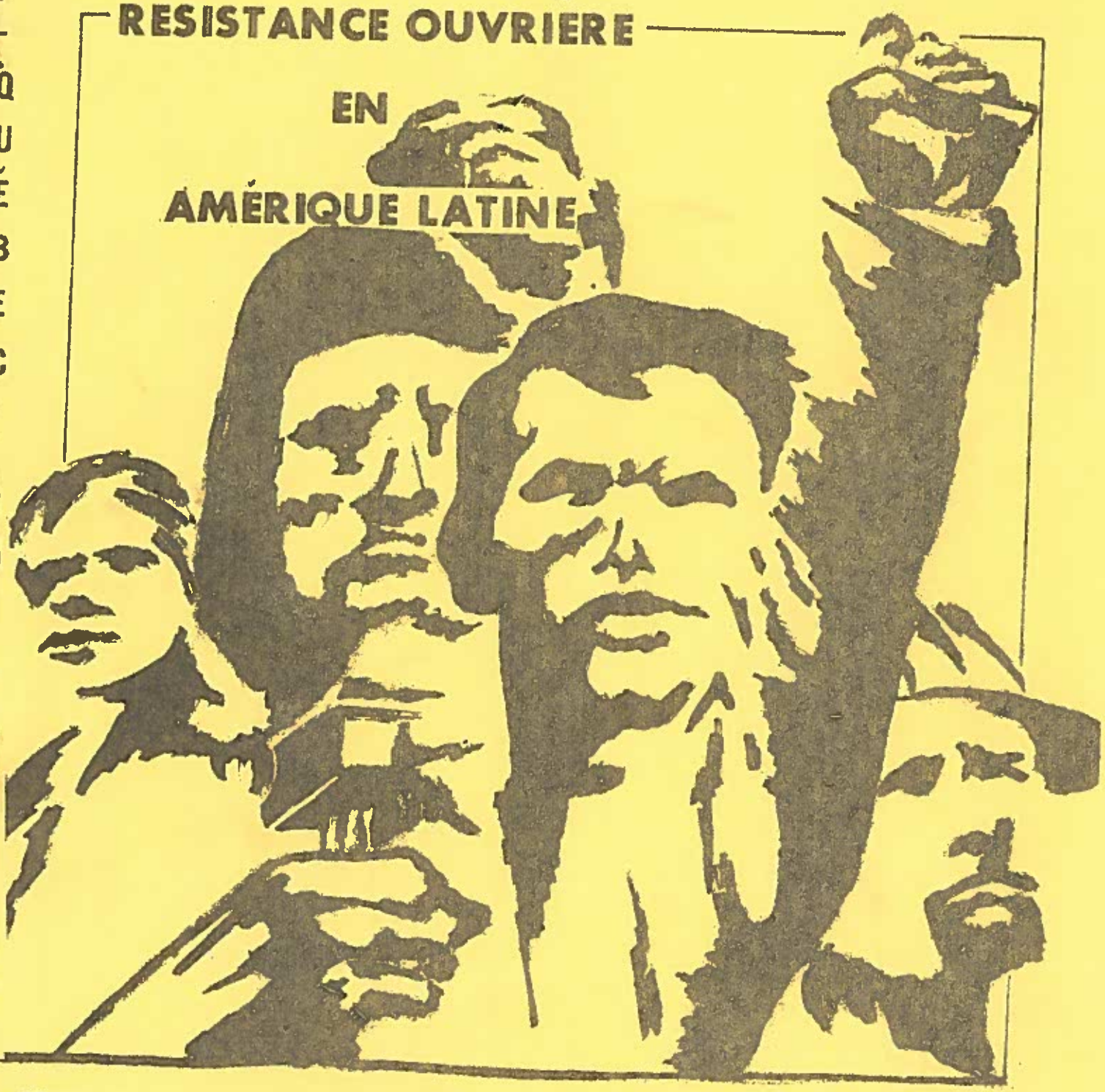
$1.00

# CHILI - QUÉBEC

## INFORMATIONS

## RÉSISTANCE OUVRIÈRE EN AMÉRIQUE LATINE



CHILI-QUÉBEC

CHILI-QUÉBEC

MAI 1977

NUMÉRO 25

ISSN: 0318-9304

TABLE DES MATIERES


. Vive le 1er mai! p. 3

. L'Amérique latine après Carter p. 5

. Terreur militaire et Résistance ouvrière en Argentine p.12

. Résistance ouvrière: les ouvriers du syndicat de l'électricité en Argentine p.16

. En Uruguay, la tradition de lutte n'est pas perdue p.22

. Bilan de l'activité syndicale au Chili, en 1976 p.28

. Grève des mineurs de l'étain en Bolivie p.40

. Immigration blanche d'Afrique australe, une cpération raciste et antinationale p.45

. Entrevue avec un militant syndical de retour d'Equateur p.50

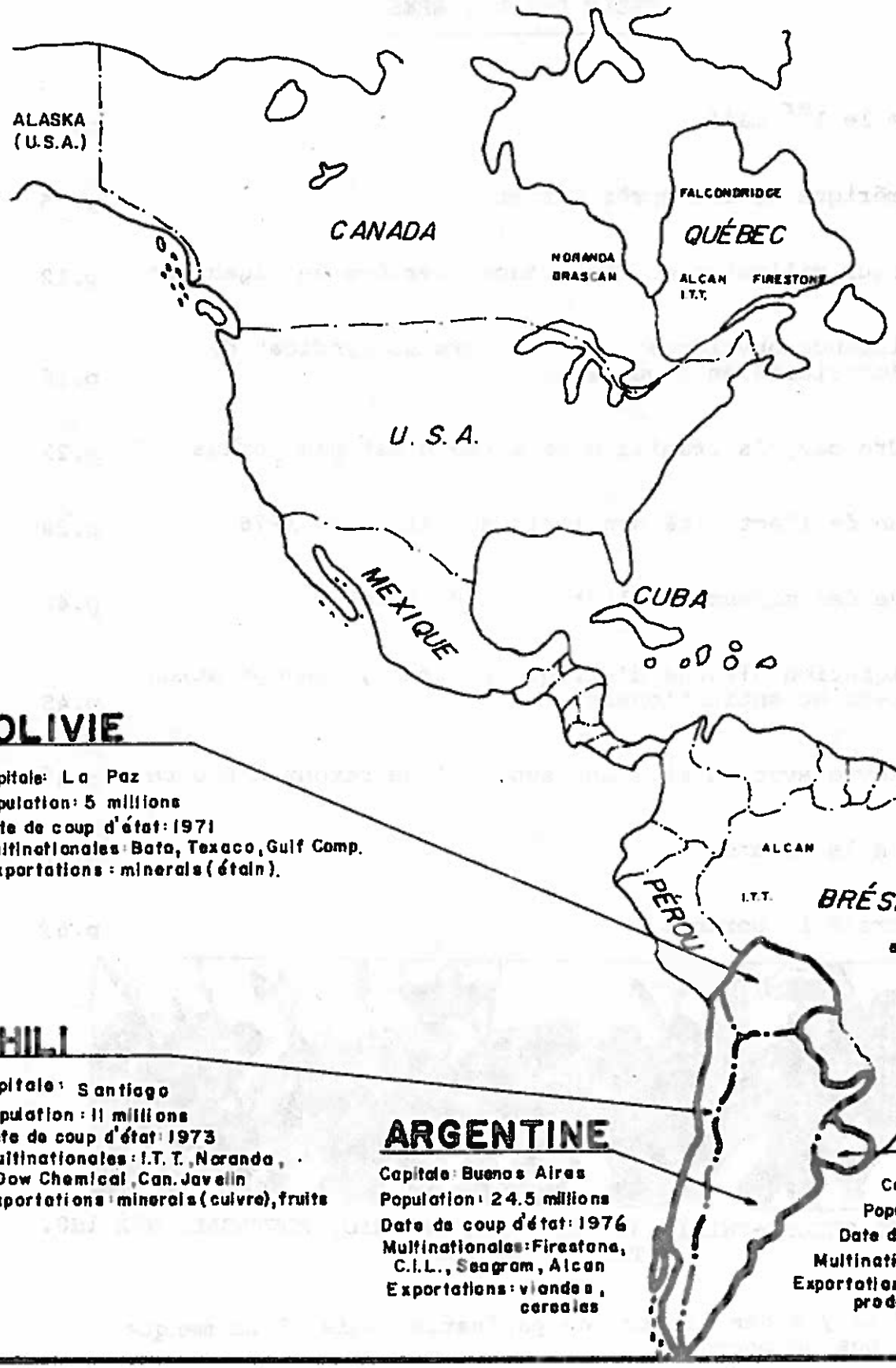
. Non à la Noranda p.60

. Lettre à la Noranda p.62

COMITE QUEBEC-CHILI, 356 EST, RUE ONTARIO, MONTREAL, H2X 1H8.
TEL.: 842-8459

N.B. Il y a des erreurs de pagination mais il ne manque pas de pages.

# LE CANADA ET LE CÔNE SUD




## BOLIVIE

Capitale: La Paz
Population: 5 millions
Date de coup d'état: 1971
Multinationales: Bata, Texaco, Gulf Comp.
Exportations: minerais (étain).

## CHILI

Capitale: Santiago
Population: 11 millions
Date de coup d'état: 1973
Multinationales: I.T.T., Noranda, Dow Chemical, Can. Javelin
Exportations: minerais (cuivre), fruits

## ARGENTINE

Capitale: Buenos Aires
Population: 24.5 millions
Date de coup d'état: 1976
Multinationales: Firestone, C.I.L., Seagram, Alcan
Exportations: viandes, céréales

## URUGUAY

Capitale: Montevideo
Population: 3 millions
Date de coup d'état: 1973
Multinationales: Ford, Firestone
Exportations: viandes, laine, produits agricoles

# VIVE LE 1er MAI !

Dans quelques jours, nous fêterons le 1er mai. Pour cette occasion, le Comité Québec-Chili a préparé un bulletin spécial sous le thème de Résistance ouvrière et syndicale en Amérique latine. Nous voulons rappeler à tous ici qui militent pour la libération des travailleurs, qu'ailleurs dans le monde, en Amérique latine, la longue lutte des travailleurs contre l'exploitation et pour leur libération commencée depuis cinquante ans, continue.

Au Québec, ce n'est que depuis quelques années que les organisations syndicales et populaires célèbrent le 1er mai. Cela est un signe que les travailleurs prennent conscience qu'ils forment une classe et que comme telle, ils manifestent leur solidarité avec tous les autres travailleurs du monde, s'unissant dans la lutte pour leur libération collective.

Cette prise de conscience que les travailleurs et les exclus du système productif: assistés-sociaux, chômeurs, femmes, forment une classe ayant les mêmes intérêts à défendre contre ceux d'une autre classe, la bourgeoisie, est fondamentale. C'est à partir de cela que nous pouvons rejeter les fausses solutions que la bourgeoisie nous offre pour résoudre nos problèmes et améliorer notre sort: sauvetage individuel, collaboration avec les bourgeois pour obtenir des améliorations matérielles temporaires, apathie, a-politisme. La prise de conscience de classe signifie que dans le capitalisme tous les exploités ont intérêt à lutter ensemble pour abattre ce système qui ne saura jamais assurer l'épanouissement individuel et collectif de tous ceux qui sont exploités et dominés.

Dans la classe ouvrière québécoise, cette conscience de classe est encore faible, mais de plus en plus de travailleurs, intellectuels et manuels, la développent dans leurs luttes syndicales, en affrontant ensemble un patron, en revendiquant leurs droits collectifs. Refuser d'aller négocier avec les capitalistes et leur gouvernement, ce qui équivaudrait à la survie du capitalisme, témoigne déjà que nous reconnaissons que nos solutions sont ailleurs, en dehors de ce système et qu'ensemble nous allons construire les instruments et les chemins de notre libération.

En Amérique latine, l'exploitation de la très grande majorité du peuple par une petite poignée de capitalistes locaux et d'impérialistes étrangers est tellement grande que les exploités se sont très tôt unis pour se défendre puis pour conquérir leur liberté. Des syndicats et des partis politiques reconnaissant la valeur du marxisme pour guider leur action sont nés. Aujourd'hui, ils sont interdits, persécutés, car les bourgeois ont reconnu en eux les armes des travailleurs. Aussi la lutte se fait-elle dans des conditions plus dures. Mais la victoire, même si ce n'est pas pour demain, est certaine car rien ne détournera les masses latino-américaines de leur désir d'en finir avec la répression, l'oppression et l'exploitation. Leur conscience de classe et leur combativité font que même malgré les mitraillettes, les tanks et les gaz lacrimogènes, les travailleurs du Chili, d'Argentine, d'Uruguay et de Bolivie manifestent le 1er mai.

Le 1er mai 1974, en Uruguay, alors que la dictature militaire avait orchestré une vaste campagne de terreur afin d'empêcher les travailleurs de célébrer le 1er mai, 15,000 personnes se sont rassemblées dans les deux grands secteurs ouvriers de la capitale: Maroñas et El Cerro.

A Maroñas, déjà à 2 hres. P.M., les forces répressives, composées de centaines de militaires, de jeeps et d'hélicoptères, étaient à leurs postes. Vers 4 hres. P.M., les travailleurs ont commencé à se réunir à l'endroit prévu pour la manifestation. Les discours se sont résumés à quelques phrases d'explication sur la situation du pays. La manifestation s'est mise en branle et aussitôt les militaires lancèrent les gaz lacrimogènes, chargèrent sur le cortège et en même temps tirèrent à bout portant sur la foule qui se dispersait en scandant: Vive la Centrale nationale des travailleurs (CNT)! Vive le 1er mai! A bas la dictature! Devant cette charge des forces répressives, les gens du secteur, surmontant la peur, ouvrirent leurs maisons aux ouvriers qui fuyaient.

A El Cerro, le même scénario s'est reproduit et ce 1er mai 1974 a été une vraie claque dans la face de la dictature.

Pour nous, militants québécois, le 1er mai doit être une occasion de plus de se solidariser avec les travailleurs et les peuples qui partagent la même aspiration, c'est-à-dire, abattre le régime d'exploitation et construire le socialisme.

# L'AMERIQUE LATINE APRES CARTER

En Amérique latine, spécialement dans le Cône Sud, les dictatures militaires ont occupé le terrain, plongeant le continent dans une nuit noire de terreur. Cette partie du monde devient la scène géographique où s'établit une nouvelle relation entre l'impérialisme et les pays de la région. Cette nouvelle relation se manifeste par une étroite alliance avec le grand capital industriel et financier et les états majors des armées latino-américaines. Derrière chaque militaire, se cachent cependant toujours les mêmes: la bourgeoisie, les propriétaires du pouvoir et de la richesse qui pendant des années exploitèrent sans pitié les hommes et les femmes du peuple.

Même si elles maintiennent certaines différences de style, les dictatures du Cône Sud se sont mises d'accord sur l'essentiel: liquider coûte que coûte le mouvement de résistance populaire et ses avant-gardes en Bolivie, en Uruguay, au Chili et en Argentine.

Cette tentative n'est pas nouvelle sur le continent. Depuis l'accession de Kennedy à la présidence des Etats-Unis, la politique extérieure américaine s'est orientée selon la doctrine de la contre-insurrection. Simultanément à son application au Congo et au Vietnam, on commençait la préparation et l'entraînement de polices et de militaires latino-américains aux Etats-Unis et à Panama. La mission contre-révolutionnaire que l'impérialisme assigna à ces appareils répressifs fut d'affronter par la force la lutte des ouvriers, des paysans et des masses exploitées du continent, de défendre la dite "sécurité nationale" qui n'est pas autre chose que la sécurité des patrons nationaux et étrangers.

Son premier triomphe important fut le coup militaire de '64 au Brésil, commencement d'une longue série de coups militaires, chemin que prendrait la contre-révolution en Amérique latine.

A partir de 1970, une nouvelle étape s'ouvre, la montée du mouvement de masses est importante et la classe ouvrière commence à se placer à la tête dans l'arène politique de la lutte des classes. A chaque victoire de la contre-révolution, les travailleurs répondaient par des luttes encore plus féroces et organisées. La contre-révolution adopta alors un caractère plus agressif et féroce, appliquant les méthodes les plus brutales contre les masses travailleuses et exploitées.

## L'ETAT CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Ainsi, les appareils répressifs devinrent non seulement la colonne vertébrale de l'Etat, mais aussi son cerveau, son centre d'articulation du système de domination dans son ensemble. La bourgeoisie et l'impérialisme avaient besoin d'une machine d'Etat chaque fois plus perfectionnée et efficace pour exercer la violence généralisée; ils avaient besoin d'une machine militaire implacable qui pourrait affronter toutes les formes de mécontentement et de résistance dans ces pays, d'une machine capable d'épauler les politiques économiques basées sur la surexploitation des travailleurs.

L'Etat est une machine violente dirigée contre le peuple. Les militaires ont accepté depuis longtemps que leur guerre soit une sale guerre. On torture, on humilie, on détruit, on incendie, on effraie, on intimide, on attaque la famille parce qu'un de ses membres est "délinquant subversif", on fusille. La violence dans le Cône Sud est symbolisée par cette immense torche que Pinochet a fait allumer au coeur de Santiago à l'occasion de l'anniversaire de son régime. Feu qui unit les oppresseurs et les tortionnaires, qui guérit le mal révolutionnaire, qui purifie l'âme des complices, qui rappelle la nécessaire discipline aux ouvriers, aux étudiants, aux femmes, aux paysans, à chaque employé du pays.

## "L'OPERATION CARTER"

Maintenant, avec le triomphe de Carter, apparemment des "vents nouveaux" soufflent en Amérique latine. On dit que les dirigeants américains cherchent une politique plus flexible et efficace pour le continent, cherchant à remplacer les dictatures par des démocraties "viables", des démocraties "contrôlées". Ce qui arrive, c'est que les Etats-Unis se sont vus obligés à reviser leur politique internationale, politique

qui leur a coûté trop cher et qui s'est avérée peu efficace. A preuve, leurs échecs retentissants au Vietnam et en Angola; ou encore le fait que, la crise s'aggravant, il devienne insupportable de payer pour des dictatures militaires qui sont incapables par elles-mêmes de s'assurer un appui social stable.

Pour les Etats-Unis, soutenir ces dictatures (celle du Chili leur a coûté 2 millions de dollars par jour) leur crée un problème économique, mais constitue aussi un énorme coût politique à cause de l'opinion publique internationale. A ces problèmes s'ajoutent ceux de la crise du capitalisme au niveau mondial, les relations avec l'Allemagne et l'Europe occidentale, le renforcement du camp socialiste, les difficultés internes du gouvernement des Etats-Unis, etc.

Cependant le projet américain ne prévoit en aucun cas en finir avec les Etats contre-révolutionnaires. Carter devrait changer toutes les règles du jeu, mais il n'a pas la force pour le faire et il ne veut pas le faire. Le président des Etats-Unis représente les plus gros intérêts des multinationales dont les bases sont aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, et sa tâche n'est nulle autre que de créer des conditions plus favorables pour que la contre-révolution se maintienne et rien de plus. Il ne faut pas tomber dans l'erreur: l'impérialisme pourra essayer de changer Pinochet pour Frei ou Brady,[3] nettoyer un peu la face de la dictature, mais l'Etat contre-révolutionnaire demeurera le même. Le danger consiste aussi à penser qu'il faut "améliorer" les démocraties "contrôlées" jusqu'au point où elles deviendraient "ouvertes". On n'ira jamais d'une démocratie "contrôlée" à une démocratie "ouverte". Les Etats contre-révolutionnaires en Amérique latine pourront prendre des formes différentes, mais sur l'essentiel ils ne changeront pas.

## LE CHEMIN DE LA LUTTE

Au Chili,[3] l'Etat qu'il faut détruire est composé de la DINA, du Corps des Généraux et du Conseil supérieur de Sécurité Nationale. Voilà ce qu'il faut abattre et les forces révolutionnaires ne vont pas aller demander à Carter ni à personne d'autre de le faire à leur place.

Même si les militaires réussissent à dissimuler, même s'ils libèrent 110 prisonniers, admettent détenir quelques autres ou échangent Jean pour Pierre, ils ne pourront tromper personne. Les choses ne seront jamais plus les mêmes ni pour la bourgeoisie, ni non plus pour les travailleurs: leur vie

a changé sous la répression, leur combat continue, la Résistance s'incarne dans la peau du peuple. "L'ennemi", c'est-à-dire les masses opprimées et exploitées ne pourront pas être exterminées.

Ce sera la lutte de tout le peuple, de tous les hommes et de toutes les femmes qui travaillent, des ouvriers et des paysans, des étudiants et des soldats, des pauvres de la ville et de la campagne, celle qui mettra fin au régime de terreur et de surexploitation qui règne au Chili aujourd'hui. Ce sera seulement par l'unité, l'organisation et la force de tous les exploités, dirigés par la classe ouvrière, qu'on réussira à construire une société vraiment libre, sans patrons ni exploiteurs.

NOTES:

(1) (1964) Brésil, (1971) Bolivie, (1973) Uruguay, (1973) Chili, (1976) Argentine.

(2) Brady, Général de l'Aviation chilienne, sympathique au Parti Démocrate-Chrétien.

(3) L'Etat de dictature militaire est sensiblement le même dans les autres pays du Cône Sud.

# RÉSISTANCE OUVRIÈRE EN ARGENTINE

# RÉSISTANCE OUVRIÈRE EN ARGENTINE

# TERREUR MILITAIRE ET RESISTANCE OUVRIERE EN ARGENTINE

*Le 24 mars, la dictature militaire du général Videla aura un an. Une année employée à tenter d'exterminer l'avant-garde ouvrière, les militants et les dirigeants de la classe ouvrière la mieux organisée d'Amérique latine, et donc la plus redoutable.*

Des centaines d'assassinats, des milliers de travailleurs enlevés, disparus ou emprisonnés: la presse internationale, les organismes de défense des droits de l'homme et jusqu'au Département d'Etat nord-américain (qui vient de recommander au Congrès la suspension de l'aide militaire à l'Argentine) ont dénoncé, à maintes reprises, les méthodes d'extermination massive utilisées par la dictature argentine pour en finir avec la résistance populaire. Mais de celle-ci, et, en particulier, de la résistance ouvrière, on parle peu.

L'armée a occupé les usines et mis en place un arsenal juridique qui supprime le droit de grève, limite très sévèrement le droit de réunion, d'opinion, de protestation, et qui a même inventé un nouveau délit, la "négligence passive": si quelqu'un entend un camarade de travail se plaindre, s'il le voit faire des graffitis dans l'usine, s'il apprend la moindre chose "suspecte" et qu'il n'en informe pas immédiatement les "autorités compétentes", il se rend coupable de "négligence passive" et peut être condamné. Des chefs d'entreprise ont même été accusés de ce crime pour ne pas avoir fait repeindre assez rapidement les murs de leur usine recouverts d'inscriptions antidictatoriales et antipatronales.

La technique des militaires argentins est simple. En cas de conflit dans une entreprise, on y envoie la troupe et les chars. Les "agitateurs" sont arrêtés et mis à la disposition du pouvoir exécutif. Les dirigeants ouvriers sont fusillés

dans les prisons ou enlevés, torturés et assassinés par les bandes para-militaires. Souvent, un ou deux ouvriers (selon l'importance de l'usine et du conflit qui s'y déroule) subissent le même sort que leurs leaders. La vie des travailleurs - et de leurs familles - est ainsi menacée en permanence, toutes ces actions étant menées en application de différentes lois, dont la trop célèbre loi 21 400, dite de "sécurité industrielle". Les actions para-militaires, elles, échappent à toute légalité, car "on ne sait pas" qui les commet.

## POURTANT, ÇA BOUGE

La doctrine de la dictature est sommaire: la subversion est partout, les dirigeants ouvriers sont subversifs et les ouvriers sont sensibles au discours des subversifs. Pour assurer la production, pour sauver le pays, il faut donc tuer les dirigeants, tuer les ouvriers influencés ou influençables, tuer, tuer, tuer...Le salaire réel des travailleurs a baissé de 51% depuis le coup d'Etat et leur part dans le revenu national est tombée de 48% à 32%.

La classe ouvrière argentine cependant ne plie pas. Pendant toute cette année de dictature, sabotages, grèves et protestations n'ont pas cessé. Les travailleurs ont même tenté d'organiser de petites manifestations alors que les chars occupaient la rue et, dans certains cas -tel celui des 300,000 employés du service des eaux et de l'énergie électrique- ils ont combiné deux mois durant -janvier et février- toutes ces formes d'action.

Les ouvriers argentins "tâtent" aujourd'hui l'adversaire, mesurent le rapport de forces et essaient de rendre moins durs ou plus supportables les coups de l'ennemi. Jour après jour, ils affrontent le gouvernement, entravent la production et organisent une résistance active qui leur permet de fissurer l'appareil militaire et de conserver leurs forces.

Deux mois après le coup d'Etat, un haut-fourneau de l'entreprise sidérurgique SOMISA était arrêté pour deux mois: quelqu'un avait coupé l'énergie à un moment crucial. C'était l'une des premières ripostes au putsch d'une classe ouvrière qui n'avait aucune raison de défendre le gouvernement d'Isabel Peron, corrompu et usé, mais qui savait que les militaires étaient des ennemis pires encore.

Dans une autre entreprise sidérurgique -Dalmine- on découvrit un jour que plus de 30% des plaques étaient fissurées: les ouvriers urinaient sur le métal en fusion. A la mi-76, l'usine Renault annonçait que la production avait diminué de 85%

du fait de la résistance ouvrière. Au moment le plus grave du conflit des ouvriers de l'industrie automobile, 25% des véhicules qui sortaient de l'usine General Motors présentaient de sérieuses imperfections.

Pendant les trois mois de leur conflit, les ouvriers de l'énergie sabotèrent des centrales électriques: des câbles entraient mystérieusement en court-circuit et une très étrange fumée bleue sortait des tableaux de contrôle. Résultat, en plein été, par 40° à l'ombre, les bons bourgeois qui habitaient dans l'avenue résidentielle Libertador de Buenos Aires durent monter leurs vingt étages à pied, boire leur bière chaude, s'éclairer à la bougie, supporter la chaleur moite qui entrait par les fenêtres et, pour comble, se passer de télévision.

Un jour, à l'usine de camion Mercedes Benz, tous les instruments de mesure disparaissent. Personne ne peut travailler. Le lendemain, six ouvriers sont arrêtés et la grève se généralise. Un officier de haut rang, accompagné d'hommes armés, arrive en hélicoptère au milieu de la cour centrale de l'usine. Les troupes sont à l'extérieur, menaçantes...L'officier descend, résolu à mettre au pas ces ouvriers indociles, mais il doit vite se mettre au garde-à-vous: les travailleurs chantent à plein poumon l'hymne national. Déchiré entre le règlement militaire et les douloureuses obligations de la lutte de classes, sentant confusément le ridicule de sa position devant les ouvriers, l'officier essaie de reprendre ses esprits. Il fait arrêter le chant national en hurlant, pistolet au poing. La situation n'est pas moins restée bloquée jusqu'à ce que les six ouvriers qui avaient été arrêtés réapparaissent à l'usine.

## "TRAVAIL DANS LA TRISTESSE"

Pour perturber la marche de l'industrie, les travailleurs argentins font preuve d'un génie imaginatif inépuisable. Ils ont inventé "le travail dans le règlement" (les travailleurs appliquent point par point, à la lettre, les textes en vigueur, comme s'ils étaient des machines programmées), puis "le travail dans le dégoût", plus efficace encore pour ralentir la production. "Le travail dans la tristesse" - leur dernière trouvaille - combine les deux méthodes précédentes d'une manière nouvelle, en tournant les lois qui interdisent le "règlement" et le "dégoût". Qui, en effet, pourrait interdire à un honnête travailleur d'être triste? C'est sans doute par tristesse que les travailleurs de Ford ont un jour oublié les clés à l'intérieur de toutes les voitures terminées: Il a fallu briser les serrures, ce qui a freiné la chaîne de production...

## UN PUISSANT MOUVEMENT OUVRIER

Cette ingénieuse résistance et cette ténacité s'inscrivent dans une très longue tradition. Il faudrait parler à ce sujet, des origines du prolétariat argentin, au siècle dernier, alors que le capitalisme dépendant commençait à se former et qu'un courant massif d'immigration apportait au pays, dès 1870, des militants anarchistes et socialistes et, avec eux, un début de travail politique et syndical.

En 1922, au milieu du désert de la Patagonie, l'anarchiste espagnol Antonio Soto haranguait en ces termes les ouvriers agricoles en grève: "Vous êtes des ouvriers, vous êtes des travailleurs. Continuons la grève pour construire une société où il n'y aura ni pauvres ni riches, ni soutanes, ni armes, ni uniformes". Le lendemain, l'armée fusillait 1,500 de ces travailleurs.

Un an plus tard, dans une rue de Buenos Aires, l'ouvrier anarchiste allemand Karl Gustav Wilkens se présentait, une bombe dans une main, un pistolet dans l'autre, devant le commandant Benigno Varela, celui qui avait commandé le massacre. Il lança la bombe entre les pieds du commandant et lui déchargea son pistolet dans le corps. Il fut lui-même emporté, les jambes fauchées par l'explosion, mais le sourire aux lèvres.

A l'heure actuelle, le mouvement ouvrier argentin est le plus puissant d'Amérique latine. Sur une population globale de 25 millions d'habitants, le pays compte une population active de 9 millions, dont 6 de salariés et 3 d'ouvriers industriels. Et ces travailleurs sont affiliés à de grands syndicats, regroupés à leur tour dans une centrale unique, la Confédération générale des travailleurs, la CGT, aujourd'hui placée sous contrôle militaire. Cette organisation, cette expérience, acquises en un siècle de luttes pratiquement ininterrrompues ne s'oublient pas.

En 1969, sous la dictature du général Ongania, les travailleurs argentins avaient pris la tête de toutes les couches sociales dans les soulèvements qui secouèrent l'ensemble du pays: le "cordobazo", le "rosariazo", etc. En juin 1975, ils se sont mobilisés contre le gouvernement d'Isabel Peron et de son lieutenant Lopez Rega. L'effondrement du populisme péroniste a ouvert aux travailleurs une alternative de classe, ce qui explique la réaction de folie meurtrière des militaires.

(article de Mario Brulzi,
Politique-Hebdo, No. 262,
du 21 au 27 mars 1977,p.24-25)

# RESISTANCE EN ARGENTINE
# LES OUVRIERS DU SYNDICAT DE L'ELECTRICITE

Le conflit éclata le 5 octobre dernier avec le renvoi de 208 ouvriers du syndicat de l'électricité qui regroupe les travailleurs des entreprises SEGBA, compagnie italo-argentine d'Electricité, Eau et Energie.

Les militaires et la presse argentine ne mentionnèrent que ces renvois pour "expliquer" le conflit. Pourtant, déjà depuis plusieurs mois, les travailleurs de ce syndicat avaient déjà eu recours aux arrêts de travail et au sabotage pour défendre des droits durement acquis. La compagnie refusait de tenir compte de 17 points de la convention collective de travail et tentait d'en imposer d'autres:

1- élimination des services sociaux, qui étaient jusqu'alors totalement gratuits;

2- imposition de la journée de travail de 8 heures (l'horaire convenu étant de 7 heures 12 minutes);

3- refus de défrayer la totalité de l'énergie électrique consommée par chaque famille de travailleurs;

4- raccourcissement des vacances;

5- élimination de certains items qui rentraient dans le calcul des salaires;

6- élimination de la permission de s'absenter une journée pour des difficultés familiales (ex: maladie, etc..).

LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT A LA BASE

Dès le 24 mars, et en toute connaissance de cause, la bureaucratie syndicale a essayé de "s'arranger" avec la direction. Elle manipula et dirigea le conflit pour redorer son prestige. Les ouvriers perçurent clairement ces manoeuvres et entreprirent d'organiser eux-mêmes la lutte, dépassant ainsi les buts prévus par les bureaucrates syndicaux.

Les ouvriers s'organisent clandestinement et mettent sur pied des équipes de sabotage. L'offensive commence par un refus de collaborer et des ralentissements de travail, pour ensuite déboucher sur la "grève pacifique" (on reste sur les lieux de travail, mais on ne produit pas). On se met d'accord que si les militaires arrivent, on se remet au travail à 30% du rythme normal, pour éviter la répression.

## LA "GREVE PACIFIQUE"

Les travailleurs suivent le mot d'ordre de "grève pacifique". Par exemple, dans certains lieux de travail, si les militaires arrivent, les ouvriers partent en camion, déchargent leurs outils et ne font aucun travail. D'autres font intervenir la "mauvaise température" pour ne rien faire. Une autre fois, un lieutenant demande à des ingénieurs la liste des délégués syndicaux. Ceux-ci répondent que depuis le 24 mars, il n'y a plus de délégués syndicaux. On pourrait citer encore plusieurs gestes de solidarité parmi tout le personnel, autant de la part des ingénieurs, des cols blancs, que des surveillants et des contremaîtres.

Dans les bureaux et les services sanitaires, les travailleurs ne font que les tâches les plus urgentes. Les employés restent à leur bureau et si les militaires arrivent, ils font immédiatement semblant de travailler. Un grand nombre de militaires se sont présentés aux guichets des services au public, pour obliger les employés à travailler. Ils visaient également à cacher le conflit à la population. Pour toute réponse, les employés travaillaient à "pas de tortue", se passant les dossiers d'un bureau à l'autre. Obligés d'attendre de longues heures, les gens se rendaient bien compte que quelque chose ne tournait pas rond.

Dans les usines de sous-traitance, on ne s'occupait pas de l'entretien des machines. Les ouvriers attendaient le "court-circuit" qui viendrait des stations DOCK Sud ou Costanera.

## L'UNITE DES OUVRIERS SE RENFORCIT

Au début, les ouvriers avaient assez peur de ce qui pouvait arriver, car cela faisait plusieurs années qu'il n'y avait pas eu de conflit à la compagnie d'électricité. Mais au fur et à mesure que la lutte s'organisait, l'unité des travailleurs se renforçait.

Par exemple, les secteurs qui ne voulaient pas participer à l'arrêt de travail furent convaincus par les camarades qui leur firent comprendre que les méthodes de la dictature étaient préjudiciables à tous et que dans la situation présente, plus que jamais, ils devaient être unis. Quelques camarades sortirent avec les camions pour travailler. On les réprimanda au sujet de leur attitude et on leur fit comprendre la nécessité de leur appui. Au fur et à mesure que les jours passaient, les ouvriers, bien que désorganisés, réalisèrent de nombreux actes de sabotage et acquirent de l'expérience. Ce qui donna un très bon moral à tout le monde.

La seule propagande qui apparut fut des tracts du Parti (en quantité réduite), incitant au sabotage de la production et menaçant les traîtres.

Ceci fut l'oeuvre des ouvriers qui voyaient la nécessité d'une présence effective des organisations du peuple dans l'usine.

## UN MODELE POUR LA CLASSE OUVRIERE ARGENTINE

Cette lutte ouvrière a également eu un impact au sein même des différents clans qui contrôlent la compagnie. On a appris que les capitalistes étrangers voulaient négocier. La résistance des travailleurs leur a coûté assez cher. Selon certaines sources, le prêt de $115 millions accordé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) à la SEGBA ne suffirait pas à compenser pour les dommages occasionnés par le sabotage. D'autre part, les secteurs réactionnaires de l'Eglise, qui ont des intérêts économiques dans les entreprises électriques, veulent négocier aussi. Il y aurait enfin certains militaires qui sont maintenant à l'extérieur de l'appareil militaire et qui appuient les revendications des travailleurs de la SEGBA.

La résistance des ouvriers de "LUZ Y FUERZA" est un modèle stimulant pour la classe ouvrière et pour le peuple argentins. Cette expérience démontre que l'organisation des travailleurs progresse à chaque jour et que leur unité affaiblit peu à peu le pouvoir des militaires qui, eux, ne veulent pas négocier.

(Article traduit de "El Combatiente",
No. 239 - journal clandestin du PRT)

# LA TRADITION DE LUTTE N'EST PAS PERDUE EN URUGUAY

LA TRADITION
DE LUTTE
N'EST PAS PERDUE
EN

URUGUAY

# EN URUGUAY, LA TRADITION DE LUTTE N'EST PAS PERDUE

## LA SUISSE D'AMERIQUE

L'Uruguay est un tout petit pays, au nord de l'Argentine, avec environ 2,5 millions d'habitants dont la moitié habite la ville de Montevideo, la capitale. On le surnommait la "Suisse d'Amérique" à cause d'une longue tradition de calme politique, à cause de sa monnaie stable et du haut niveau de développement économique et social (système de sécurité sociale, de santé et d'éducation), de beaucoup supérieur à celui des pays latino-américains voisins.

Aujourd'hui, l'Uruguay détient d'autres records: celui de la dépopulation (l'émigration massive pour des motifs économiques et de répression); celui du plus haut pourcentage de prisonniers politiques par rapport au nombre d'habitants et enfin, celui de l'horreur de la répression.

L'histoire récente de l'Uruguay ressemble beaucoup à celle des pays voisins, Argentine et Chili. Les productions nationales, ici, la viande et la laine qui constituent 80% des exportations ont été peu à peu contrôlées par des monopoles, toujours plus grands et évidemment étrangers, lire: américains.

L'impérialisme américain en Uruguay, cela veut dire vol des productions nationales, dénationalisation forcée de toutes les industries locales (électricité, etc), mise en place de gouvernements de plus en plus à droite et, depuis le 27 juin '73, un coup d'Etat militaire avec tout ce que cela signifie: assassinats, répression contre la classe ouvrière et le peuple, abolition de toutes les libertés démocratiques, chômage et faim pour le peuple. Mais comme au Chili, le coup d'Etat et la répression sont la réponse ultime de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie uruguayenne pour arrêter la marche du peuple vers la libération, vers le socialisme.

## LA CLASSE OUVRIERE URUGUAYENNE: COLONNE VERTEBRALE DE LA RESISTANCE

En effet, durant les dix dernières années, les travailleurs uruguayens de l'industrie de la viande (abattoir, frigorifique), du textile, du caoutchouc (Firestone), des raffineries de pétrole, des ports, des banques et de tous les services

publics (électricité, eau, etc..) ont mené des luttes de plus en plus dures contre la baisse de leur pouvoir d'achat, contre les licenciements et contre la répression anti-syndicale.

## LA CNT: L'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIERE URUGUAYENNE

Ces luttes ont été menées à travers les syndicats, tous affiliés à la Convention Nationale des Travailleurs d'Uruguay, la CNT, fondée le 1er octobre 1966, qui regroupe 90% de la classe ouvrière.

Lors de son Congrès de fondation, la CNT avait voté qu'en réponse à un coup d'Etat de la droite civile et militaire, les travailleurs se mettraient en grève générale. Aussi, dès l'annonce du coup d'Etat du 27 juin '73, tous les travailleurs du pays ont cessé le travail, occupant les usines, les terrains agricoles, manifestant dans les rues, organisant des réunions dans tous les coins du pays, initiant ainsi la Résistance. Cette grève, témoin de la conscience de classe et de la grande combativité des travailleurs et du peuple uruguayen a duré 15 jours, malgré la Répression. Elle a culminé par une manifestation de 50,000 personnes dans la capitale, cela malgré l'occupation militaire, l'interdiction et l'arsenal répressif déployé.

L'histoire de la CNT, c'est beaucoup l'histoire de la lutte des travailleurs uruguayens contre le capitalisme et l'impérialisme. Dans la CNT, les tendances politiques de la gauche uruguayenne se sont toujours exprimées, principalement celle du Parti Communiste, puis celle de la ROE (Résistance ouvrière et étudiante) et celle de quelques autres forces politiques. Aussi sur le plan politique, la CNT n'a jamais été homogène, on y retrouve en gros deux lignes. La ligne majoritaire est celle du Parti Communiste, pour un syndicalisme combatif mais dans le cadre d'une politique réformiste. L'autre ligne, minoritaire, est celle d'un syndicalisme de classe et de combat qui a comme syndicalisme des visées politiques, qui mise sur l'organisation et la lutte syndicale pour développer l'organisation et la lutte politique de la classe ouvrière. Le coup d'Etat de juin '73 a interdit la CNT qui est devenue une cible privilégiée pour la répression. Aujourd'hui, elle est très démantelée, clandestine, et plusieurs de ses dirigeants tentent de la reconstruire, de l'exil,

Malgré la répression, depuis '73, c'est davantage à travers l'organisation syndicale (dans le sens d'organisation des travailleurs à la base, dans les lieux de travail) que s'est organisée la Résistance de la classe ouvrière face à la dic-

tature, plutôt qu'à travers ses organisations politiques de la gauche traditionnelle (PC - PS) ou de la gauche révolutionnaire encore faible et très divisée. Ces partis politiques ont été à peu près détruits à l'intérieur du pays.

En particulier le Mouvement national de Libération Tupamaros a été la cible de la plus importante entreprise répressive d'Amérique latine. Ses militants ont été tués ou torturés atrocement dans les prisons. Le dirigeant révolutionnaire Raul Sendic devenu muet suite aux tortures est encore dans l'une d'elles.

C'est de l'exil que les quelques dirigeants ouvriers de la CNT comme des organisations politiques de gauche essaient de reconstruire leur organisation et d'être un soutien aux travailleurs qui à l'intérieur du pays poursuivent la Résistance.

## LES SYNDICATS ET LES MILITAIRES

Comme au Chili, les militaires ont créé par décret une autre centrale syndicale en Uruguay: la Confédération générale des travailleurs de l'Uruguay (CGTU). Ils ne veulent évidemment pas défendre les travailleurs mais veulent les contrôler davantage et ils veulent pouvoir dire dans les organisations internationales comme le Bureau International du Travail (de l'ONU) qu'il y a des syndicats en Uruguay doués des libertés syndicales. Et puis, comme au Chili, les militaires créent par décrets les syndicats et les Américains font le reste. Les très capitalistes "syndicalistes" américains de l'ORIT (organisation régionale interaméricaine du travail), c'est-à-dire l'organisation qui rassemble tous les syndicats pro-américains d'Amérique latine, viennent former des "syndicalistes" uruguayens et appuyer financièrement et idéologiquement ces nouveaux combattants du "monde libre" en Amérique latine.

## UNE RESISTANCE DONT ON NE PARLE JAMAIS

Malgré la répression qui s'amplifie, les travailleurs uruguayens résistent et continuent la lutte contre l'exploitation. Des journaux de la Résistance circulent clandestinement, on peut lire des slogans peints sur les murs et le 1er mai '74-'75-'76 ont été soulignés de façon diverse mais massive dans le pays.

"De nombreux combats se sont déroulés ces derniers temps, à l'appel de la C.N.T., notamment sur les mots d'ordre suivants:

- augmentation immédiate des salaires;
- libertés politiques et syndicales.
- Le personnel de l'administration nationale des ports (A.N.P.) lutte actuellement pour obtenir une hausse de salaire de 60%. Ses dirigeants syndicaux sont emprisonnés.
- Les employés de la banque d'Etat se sont mobilisés pour obtenir l'élargissement de leur dirigeant syndical, Anibal Toledo.
- Les employés des banques privées réclament la libération de leur dirigeant Antonio Marotta et une augmentation de salaire.
- A l'ANCAP (régie nationale du pétrole), les travailleurs se battent contre la suppression des avantages acquis; une pétition signée par 80% d'entre eux demande que ceux qui travaillent dans des conditions insalubres aient de nouveau droit à un litre de lait par jour.
- La C.N.T. a distribué des tracts aux abords de l'usine FUNSA (fabrication de caoutchouc - Firestone) réclamant la liberté et protestant contre les licenciements et la répression.
- Les ouvriers des transports en commun demandent la libération des militants syndicaux emprisonnés et une augmentation de salaire.
- Des journaux ronéotypés sont apparus, comme "Le Cuir ouvrier" ou celui des ouvriers des transports."

(Source: "Desde Uruguay", No. 16, oct. 1976, organe clandestin du Parti Communiste.)

# RESISTANCE SYNDICALE AU

# CHILI

C H I L I

# CHILI : BILAN DE L'ACTIVITE SYNDICALE EN 1976

Développée depuis la fin des années '50, encouragée par les succès de la Révolution cubaine, la lutte des travailleurs et des peuples d'Amérique latine est maintenant soumise à la répression d'une contre-révolution sanglante animée par la bourgeoisie impérialiste.

Au Chili, cette période contre-révolutionnaire se préparait déjà au début de juin 1973, quand l'impérialisme et la bourgeoisie réussirent à inverser le rapport de forces en leur faveur, ils se lancèrent fébrilement dans la préparation du coup militaire qui se réalisa en septembre '73, constituant une des pires défaites de la classe ouvrière et du peuple chilien.

La contre-révolution s'opére ouvertement depuis l'instauration sanguinaire et brutale de la dictature militaire. C'est la fraction bourgeoise monopoliste, subordonnée à l'impérialisme et orientée vers le marché extérieur, qui acquiert de plus en plus clairement l'hégémonie au sein de la bourgeoisie et qui ouvre le chemin vers une plus grande stabilité politique. La fraction bourgeoise nationaliste, liée au marché intérieur, est aussi dépendante du régime gorille par ses intérêts objectifs, et c'est pourquoi elle n'est pas anti-dictatoriale de façon conséquente: des limitations structurelles l'empêchent de développer une opposition bourgeoise de quelque efficacité.(1)

Seule la lutte de la classe ouvrière et du peuple, de plus en plus massive et déterminée, et correctement dirigée, aurait pu empêcher la dictature gorille de parvenir à une certaine stabilité.

Il ne faut pas sous-estimer les conséquences de la brutale défaite, ni la dureté et l'ampleur de la répression gorille. Mais par dessus tout, il faut souligner la désunion soutenue des forces de la gauche et de la Résistance, provoquée par l'aveuglement de la direction réformiste qui s'attache à répéter ses erreurs et illusions politiques, entravant toute tentative d'unité. Les révolutionnaires aussi ont commis certaines erreurs, mésestimant l'importance du repli du mouvement de masse et avançant par conséquent des tâches inappropriées à l'étape en cours (surtout durant la première année). Ces erreurs, le manque d'unité et enfin l'inexpérience du mouvement ouvrier et populaire dans les formes illégales et militaires de lutte, tous ces facteurs empêchèrent pendant trois années de dictature la réalisation d'une direction unitaire, prolétarienne et révolutionnaire indispensable aux travailleurs et au peuple pour développer dans leurs luttes l'ampleur, la puissance et l'efficacité suffisantes pour empêcher une certaine stabilisation de la dictature.

Après ces trois années, à partir de la deuxième moitié de '76, la dictature entra dans une étape de stabilité relative, appuyée par l'impérialisme et renforcée par l'extension de la contre-révolution sur le continent. Pour analyser aujourd'hui le développement de la lutte de classes au Chili, et le processus de réanimation syndicale, il nous faut tenir compte de la période contre-révolutionnaire que nous traversons au niveau continental et national, et de la stabilité relative atteinte par la dictature. C'est dans une perspective de lutte longue et difficile que nous devons envisager et analyser la réanimation syndicale et les tâches révolutionnaires de la gauche et de la Résistance.

Concrètement, ce processus contre-révolutionnaire en cours e en Amérique latine et au Chili, avec les régimes d'exception, gouvernements répressifs et dictatures gorilles qui l'accompagnent, sont l'unique et ultime recours qui reste à l'impérialisme et aux bourgeoisies pour essayer d'enrayer les luttes ouvrières et populaires et l'avance de la révolution sur le continent, laquelle menace les intérêts objectifs de l'impérialisme et la sécurité de la métropole U.S.A..

C'est pourquoi, dans ce processus contre-révolutionnaire, quels que soient les gouvernements qui se succèdent au service de l'impérialisme et des bourgeoisies, ces gouvernements auront toujours recours à la force. Il ne leur reste pas d'autre marge de manoeuvre que l'escalade de la répression du peuple.

Dans la prochaine décade, l'affrontement de classes en Amérique latine acquerrera un caractère décisif. Soutenir et soutenir encore, autant qu'ils le peuvent, la contre-révolution sous ses diverses formes, telle est la voie de l'impérialisme et des bourgeoisies. Résistance prolongée, Révolution et Socialisme, telle est la voie de la classe ouvrière et du peuple.

C'est dans ce contexte et dans cette perspective que nous analysons la réanimation syndicale en 1976, pour tenter de dégager les grandes lignes de développement pour 1977.

## BREF BILAN DE 1976

La lutte en '76 a pris différents aspects, dont les plus importants se sont manifestés dans le domaine syndical. Nous assistons présentement à une réanimation syndicale certaine. En effet, le processus de lutte de la classe ouvrière à l'intérieur des syndicats et des organisations professionnelles se dessine de plus en plus clairement depuis 1975.

L'aspect le plus important de cette période a été le rejet catégorique par les masses populaires du Statut social de l'Entreprise, du Code du Travail et du Projet de Sécurité Sociale, qui n'ont pas encore pu être implantés malgré tous les efforts déployés par les secteurs patronaux.

Pendant le premier semestre de 1976 les travailleurs ont tenu de nombreuses assemblées, que la dictature a été obligée d'autoriser. Les travailleurs ont centré leurs revendications sur la question des bas salaires et du chômage; ils ont protesté contre la répression, l'absence d'élections syndicales et le décret de loi 198; ils ont exigé la non-entrée en vigueur du Code du Travail, le respect des droits des travailleurs et la garantie de stabilité dans le travail. A ces revendications ont participé: les travailleurs du Cuivre; la Fédération des syndicats industriels,sidérurgiques et du métal (FENSIM); le syndicat de la construction; l'Association nationale des fonctionnaires (ANEF); les travailleurs de la Santé (FENATS).

Au début du deuxième semestre, ce sont les travailleurs du charbon, les syndicats des pompistes, les syndicats des maçons, les fonctionnaires du secteur judiciaire, les employés des douanes, les travailleurs des services sanitaires, l'Association nationale des fonctionnaires (ANEF), la Confédération des travailleurs du Cuivre, les travailleurs de la construction, la Fédération des travailleurs des Commerces et Coopératives, les syndicats du charbon qui mirent à l'ordre

les points suivants: réouverture de la négotiation collective, amélioration des conditions économiques, récupération des droits des travailleurs, participation des travailleurs à l'élaboration des projets et législations du travail, représentativité des directions syndicales, protestation contre le chômage dans différents secteurs.

Les Confédérations paysannes "Triunfo Campesino" et "Ranquil" ont sollicité du Ministre du Travail la mise sur pied d'un mécanisme pour renflouer le financement des syndicats paysans et ils ont dénoncé les irrégularités dans la distribution des terres.

En décembre, on assistait à un grand nombre de dénonciations, de revendications et de déclarations issues de plusieurs secteurs syndicaux à travers tout le pays. Quelques unes de ces déclarations dépassaient le cadre strictement légal, et allaient jusqu'à proposer ouvertement la réorganisation de la Centrale unie des travailleurs (CUT) dans la clandestinité.

## LES TRAVAILLEURS APPRENNENT DU CHEMIN PARCOURU EN 1976

Le processus de réanimation syndicale et corporative (2) est amorcé. Sa marche est lente, graduelle, avec des avancées et des reculs. Son développement est inégal dans les différents secteurs, mais il démontre clairement que dans le contexte des dures conditions de la période contre-révolutionnaire, le mouvement de masse, aiguillonné déjà par trois années de surexploitation et de répression, n'est ni écrasé ni résigné passivement au sort que la dictature lui impose.

Du chemin parcouru en 1976, se dégagent des acquis et des faiblesses non encore surmontées, qui conditionnent et rendent difficile son développement.

### 1. Faiblesses de la réanimation syndicale.

Nous les travailleurs devons prendre conscience des faiblesses et insuffisances importantes qui entravent le développement de notre lutte et qui la font avancer plus lentement que ne l'exigent les dures conditions actuelles.

Jusqu'à maintenant, nous avons surtout eu recours à des revendications écrites ou verbales, à l'intérieur du cadre légal de la dictature. C'est une de nos grandes faiblesses de miser ainsi sur des revendications ou des entrevues avec les autorités militaires. Ce type d'erreurs nous est apparu plus

clairement quand nous n'avons pu obtenir aucune amélioration importante de notre niveau de vie en 1976 et ce, malgré les capitaux accrus dont disposait la dictature.

Faillites, fermetures d'entreprises, mises à pied massives, etc... les patrons ont pu continuer en '76 à employer les moyens qu'ils voulaient pour défendre leurs intérêts et augmenter leurs profits sur le dos des travailleurs, sous la protection des militaires. Cette liberté patronale, les travailleurs n'ont pas pu l'entraver.

Et quand nous nous rendons compte que nous n'obtenons rien nous nous décourageons et croyons que rien d'autre ne peut être fait.

Nous pourrons avancer seulement si nous sommes de plus en plus conscients que la dictature représente et défend les intérêts de domination des riches de ce pays, des patrons et de l'impérialisme; si nous sommes conscients que la force, et seule la force peut nous permettre d'atteindre nos objectifs. Nous devons utiliser les revendications, déclarations et entrevues et tout ce que nous faisons de manière correcte, comme moyens de propagande et d'agitation autour de nos problèmes. Ceci nous permettra d'accumuler des forces, de rallier d'autres secteurs du peuple au développement de notre force organisée, dans le combat contre la dictature.

Cette faiblesse nous démontre la faiblesse fondamentale dont souffre encore la réanimation syndicale et corporative: le manque d'une direction prolétarienne révolutionnaire. Sans cette direction il ne sera pas possible d'atteindre des niveaux supérieurs de conscience, des formes supérieures de luttes et d'organisation (semi-légales et clandestines) qui donnent à ces luttes un juste caractère prolétarien et révolutionnaire. Sans cette direction, la répression continuera d'empêcher que nous développions nos forces au point de pouvoir renverser en notre faveur le rapport de forces et établir une lutte efficace pour renverser la dictature.

Cette direction révolutionnaire ne peut provenir que de révolutionnaires, unis à l'ensemble de la gauche et de la Résistance. Et les révolutionnaires pourront seulement l'accomplir s'ils disposent d'un instrument efficace: le Parti révolutionnaire du prolétariat chilien. Ils doivent le construire solidement, unis au prolétariat d'avant-garde et aux secteurs les plus conscients du peuple, impulsant la réanimation de la classe ouvrière et du peuple dans la juste perspective de la Résistance populaire.

## 2. Les acquis

Mais notre lutte ne comporte pas seulement des faiblesses. Les acquis suivants, obtenus en 1976, se dégagent par leur importance.

- La dictature, depuis ses débuts, a poursuivi, emprisonné, torturé et assassiné d'innombrables dirigeants syndicaux et dissolu toutes les organisations populaires qu'elle pouvait, dans la perspective de détruire totalement l'organisation syndicale et corporative au Chili. Cependant, l'ampleur et la solidité de l'organisation syndicale, forgée par des décades de luttes ouvrières et populaires, n'a pas permis aux militaires d'atteindre cet objectif. La dictature dut donc s'efforcer de contrôler et de diviser les syndicats qu'elle n'avait pas pu détruire.

Pour cela elle engendra une couche de dirigeants "jaunes", inconditionnels, et elle permit à ceux des anciens dirigeants corporatistes qu'elle crut les plus maléables, de continuer légalement dans leurs fonctions. Son but était très clair: former un dispositif superstructuré de contrôle des organisations. EN 1976, LE MOUVEMENT DE LA REANIMATION SYNDICALE REUSSIT A ISOLER LA COUCHE DES INCONDITIONNELS CORROMPUS, DES DIRIGEANTS CORPORATISTES D.C., BRISANT AINSI LE DISPOSITIF DE LA DICTATURE ET NEUTRALISANT DANS UNE GRANDE MESURE SES TENTATIVES DIVISIONNISTES.

- La pression continue de la base, en 1976, a impulsé le corporatisme petit-bourgeois D.C. dans une direction anti-dictatoriale, ouvrant un ample champ de rapprochement, de coordination et d'alliance entre ce secteur de dirigeants et la classe ouvrière et le peuple.

- Ce qui frappe en 1976, c'est la grande quantité de réunions et d'assemblées syndicales et corporatives, malgré les prohibitions et les restrictions. Mais ce n'est pas tout. Le mouvement ouvrier a réussi à dépasser, par son ampleur, l'étroit caractère bureaucratique que la dictature tentait d'imposer aux activités des travailleurs. Des secteurs de plus en plus nombreux se sont engagés dans la lutte revendicative, allant jusqu'à revêtir dans quelques cas un caractère politique (bien que limité et ponctuel). Il est important de signaler que le nombre de réunions et d'assemblées en 1976 atteignit le triple de celles effectuées en 1975. Ceci démontre la croissante préoccupation des travailleurs pour recomposer et renforcer leurs syndicats et corporations.

- Cette préoccupation ne s'exprima pas seulement au niveau des organisations de base. Malgré la prohibition militaire expresse, s'est développée la coordination des syndicats par secteurs, posant les jalons pour la revitalisation des Fédérations syndicales et corporatives nationales (3). Le mouvement s'est même étendu à la coordination de quelques Fédérations importantes, dont la formation du "groupe des 10" constitue la plus marquante (4).

D'autre part, dans une tentative de division, pour faire échec à cette initiative, la direction semi-corrompue imposée aux travailleurs du cuivre, coordonna parallèlement sept autres Fédérations. Elle fut quand même forcée de donner voix à certaines revendications de la base de ces Fédérations, en contradiction avec la politique ouvrière de la dictature.

- En 1976, le mouvement ouvrier, particulièrement au niveau des secteurs moyens et avancés, a manifesté une conscience plus grande et plus généralisée du caractère asphyxiant et insuffisant de l'étroit espace légal laissé par la dictature. Et conséquemment, la réanimation syndicale et corporative a concentré ses efforts sur l'élargissement de cette étroite marge légale. Dans cette démarche, de nombreux secteurs firent l'expérience de l'impossibilité d'obtenir quoique ce soit de la dictature. Ainsi s'est posée la nécessité d'une direction prolétarienne révolutionnaire pour conduire les travailleurs à des formes supérieures de lutte et d'organisation. L'expérience de 1976 a également permis de développer une plus grande sympathie envers la Résistance populaire qui s'est traduite en un progrès lent et graduel de celle-ci sur quelques fronts.

## PERSPECTIVES

1. La réanimation syndicale et corporative en cours aiguise les contradictions objectives entre les intérêts des travailleurs et les politiques dictatoriales. Le mouvement de masse, avec la classe ouvrière à sa tête, offre ainsi la base nécessaire pour développer contre la dictature une résistance active de caractère prolétarien.

2. L'absence d'une alternative bourgeoise, la situation de la gauche et la réactivation actuelle du mouvement de masse ouvrent la possibilité d'opposer une réponse révolutionnaire et populaire à la dictature, de proposer une direction aux masses et de renforcer la direction révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple.

3. Les conditions sont en train d'être établies pour assurer les acquis de 1976, pour les approfondir dans une perspective correcte de résistance ouvrière et populaire, et pour qu'en 1977 la classe ouvrière et le peuple passent à des formes supérieures de lutte et d'organisation (semi-légales et illégales). Notre perspective est d'accumuler et de construire la force sociale révolutionnaire qui renversera la dictature, et qui avec la classe ouvrière à sa tête, construira une forme supérieure de société. Pour cela, nous devons construire le Parti révolutionnaire du prolétariat capable d'assumer la direction prolétarienne révolutionnaire dont les travailleurs et le peuple ont besoin.

4. Tout cela nous devons le développer en ayant clairement conscience que nous passons par une période contre-révolutionnaire dont nous sortirons seulement si la classe ouvrière et le peuple renversent sur tous les plans la contre-révolution bourgeoise. Nous n'atteindrons pas ces objectifs à court terme. NOUS AVONS DEVANT NOUS UNE LUTTE LONGUE ET DIFFICILE. C'EST LA REALITE. LA TACHE EST GRANDIOSE. LE DEFI EST IMMENSE.

Notre consigne pour 1977 est: AVANCER AVEC FORCE!

Nous croyons que 1976 a démontré qu'existent les conditions pour cela.

LA RESISTANCE POPULAIRE TRIOMPHERA!

(Article traduit de "El Rebelde" , journal clandestin, décembre 1976, organe officiel du MIR au Chili)

NOTES

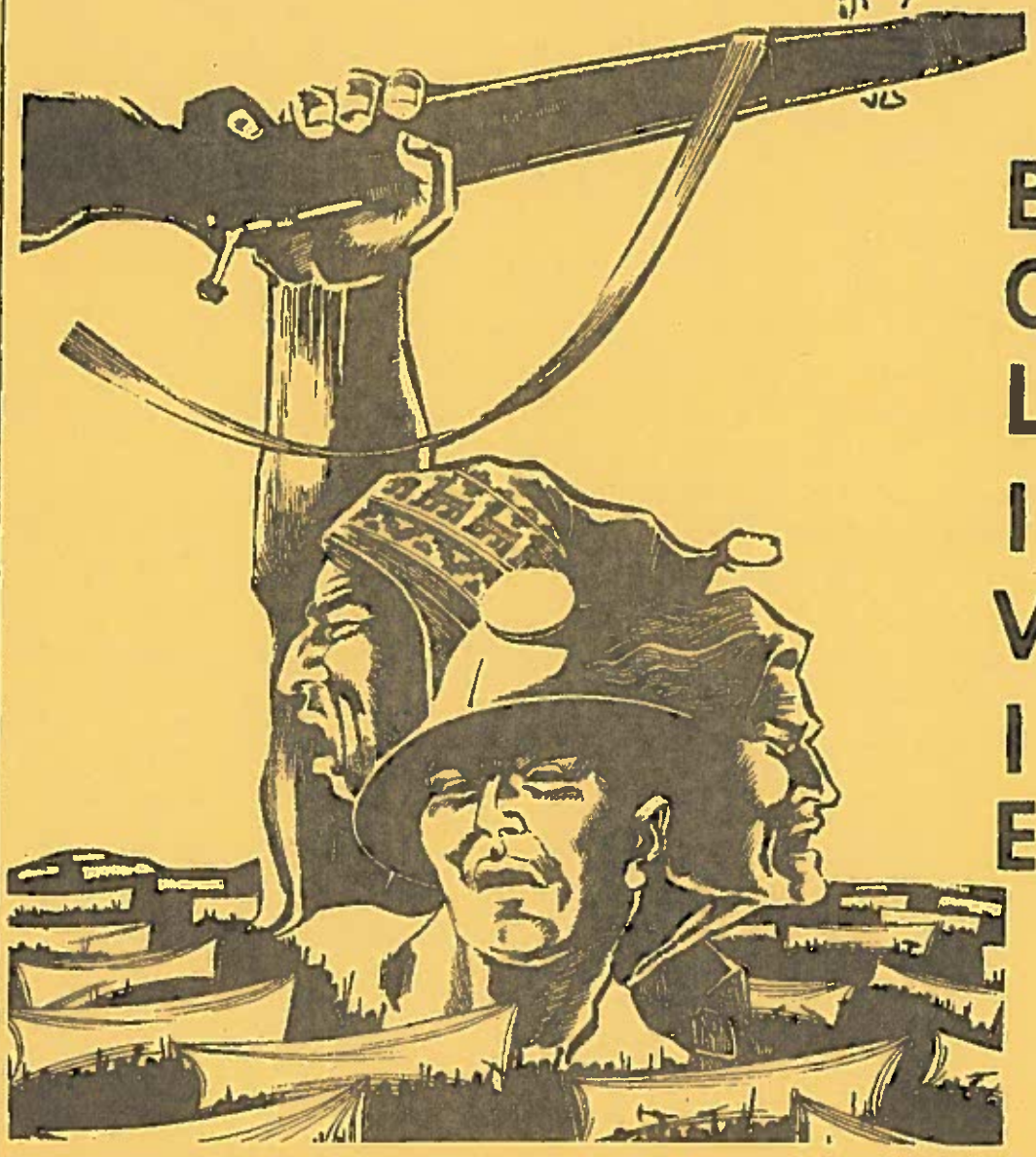
(1) Si la bourgeoisie monopoliste n'a jamais caché sa dépendance inconditionnelle vis-à-vis de l'impérialisme, la fraction bourgeoise nationaliste, elle, a toujours cherché à négocier sa dépendance, en s'appuyant sur la petite-bourgeoisie et les secteurs populaires. C'est ainsi que s'était instauré un nouveau modèle de domination, basé sur les postulats de l'Alliance pour le Progrès, "la Révolution dans la liberté"de Frei, etc. Mais quand ce modèle de domination en vigueur dans les années '60, a commencé à se révéler incapable de contrôler la montée du mouvement de masse, l'impérialisme lui a alors progressivement ôté son appui pour le reporter sur le grand capital industriel et financier, ainsi que sur les états majors des armées latino-américaines. A cause de sa dépendance face au grand capital et à l'impérialisme, le réformisme bourgeois ne peut entrer en lutte ouverte contre l'impérialisme et, dans son repli, il jouera le rôle de force subalterne de la contre-révolution, cherchant à diviser le mouvement de masse, à atténuer sa lutte, à la subordonner à ses intérêts - c'est le rôle que joue actuellement le Fréisme au Chili.

(2) Les corporations chiliennes ("gremios") sont les organisations que se sont données quelques secteurs professionnels tels que médecins, avocats, ingénieurs, mais aussi les petits-bourgeois fonctionnaires et propriétaires, les camionneurs, etc. Ces organisations étaient traditionnellement contrôlées par la Démocratie-Chrétienne, et pendant le gouvernement de l'Unité Populaire, plusieurs d'entre elles constituèrent une base d'appui pour la réaction bourgeoise et le putschisme.

(3) Ces fédérations étaient tradition ellement contrôlées par la gauche. Parmi elles, mentionnons celles de la construction, des mines, de la métallurgie, du textile, du secteur de l'imprimerie, des boulangers, des paysans, du cuir et de la chaussure.

(4) "Groupe des 10" confédérations, fédérations et syndicats nationaux les plus importants au Chili. Parmi eux, la confédération des travailleurs du cuivre, l'ANEF, la confédération des employés des services, la confédération des travailleurs maritimes. Elles réunissent ensemble 500,000 travailleurs, elles se coordonnèrent et rendirent visite à Pinochet le 22 juin pour demander ce qu'il était advenu d'une pétition qu'on lui avait fait parvenir le 28 mai.

# GRÈVE DES MINEURS EN BOLIVIE



GRÈVE
DES MINEURS
EN



BOLIVIE

# GREVE DES MINEURS DE L'ETAIN EN BOLIVIE

Après l'arrivée au pouvoir de Banzer, seul le mouvement ouvrier minier réussit à éviter la répression massive qui frappe les partis politiques. Ses dirigeants les plus connus sont cependant emprisonnés ou exilés. Malgré une répression très brutale, la petite bourgeoisie réorganise tant bien que mal ses organisations syndicales.

Incapable de contrôler les nouvelles formes d'organisation clandestine que se donnent ici et là les anciennes organisations syndicales, le gouvernement promulgue en novembre 1974 le décret du Service Civil Obligatoire selon lequel toute personne âgée de plus de 20 ans est mise à la disposition de l'Etat et peut être envoyée dans n'importe quelle région du pays. Toute activité syndicale ou politique est interdite, toutes les organisations syndicales et même civiques sont dissoutes, et un système de Coordinateurs choisis parmi les ouvriers et nommés par le gouvernement est créé dans tous les centres de travail; ces Coordinateurs recevront un salaire et devront servir d'intermédiaires entre le gouvernement et les ouvriers. Tous ceux qui refusent cette loi sont incarcérés ou expulsés.

L'implantation des Coordinateurs doit affronter cependant la résistance ouvrière.

Les paysans sont écrasés au "Massacre de la Vallée de Cochabamba" en janvier 1974, leurs familles sont expulsées de leurs villages et transférées dans des régions éloignées.

Les comités de base des enseignants qui résistent farouchement sont infiltrés par des agents de la dictature, et dans le dernier conflit, ce sont les Coordinateurs qui ont négocié une augmentation de salaire.

*Dans les divers conflits étudiants, les comités intercollégiaux et interfacultés n'ont pas pu être manipulés par les agents du gouvernement et, en avril de cette année, le gouvernement a dû recourir à l'intervention militaire à l'université de La Paz.*

*Le mouvement syndical minier avait réussi à restructurer toutes ses organisations régionales, et en défi à toutes les menaces et interdictions gouvernementales, la FSTMB (Fédération syndicale des Travailleurs Mineurs de Bolivie) célèbre en mai dernier son XVI^e Congrès national à Corocoro; les conclusions du Congrès sont positives et montrent que la traditionnelle combativité des travailleurs du sous-sol n'a pas été atteinte par 5 ans de fascisme; comme on pourra le voir par la plate-forme de lutte ci-dessous.*

PLATE-FORME DE LUTTE

1- Augmentation de salaires; échelle mobile suivant le coût de la vie.

2- Amnistie générale pour tous les pourchassés et emprisonnés; retour des exilés.

3- Défense des richesses naturelles comme le gaz, le pétrole, le fer du Mutun; réattribution au patrimoine national de l'Etat de toutes les réserves concédées aux monopoles étrangers. Défense de la nationalisation des mines. Devant la menace de licenciements et de massacre dans les mines privées, étatisation des mines.

4- Solidarité avec la lutte des paysans contre l'impôt agricole unique, et contre le Pacte militaires-paysans.

5- Lutte pour le rétablissement de l'autonomie universitaire, pour le co-gouvernement paritaire, les chaires libres et pour les autres conquêtes démocratiques perdues avec ce gouvernement; renforcement du pacte mineurs-universitaires-étudiants.

6- Refus de toute négociation pour une sortie sur la mer qui engage à un nouveau démembrement territorial; dénonciation de toute diplomatie sans l'avis du peuple.

7- Retrait des troupes des centres miniers de Catavi, Siglo XX et des autres centres proches de ceux-ci, la présence de ces troupes étant une source d'insécurité pour les familles minières.

8- Lutte pour l'existence réelle des syndicats dans tout le pays, FSTMB et COB. Refus de toute intervention paternaliste, verticale ou corporative, lutte contre le "syndicalisme libre" jaune de l'ORIT. Refus des "coordinateurs".

9- Refus des décrets du 9 novembre 1974 sur le Service civil obligatoire et la Sécurité de l'Etat.

10-Solidarité avec l'Eglise progressiste, et lutte pour le rétablissement de la commission vaticane "Justice et Paix".

11-Solidarité avec tous les peuples en lutte contre le fascisme, l'impérialisme et les oligarchies locales.

12-Ratification comme Secrétaire exécutif du camarade Juan Lechin Oquendo et comme dirigeants au Comité exécutif de la FSTMB des camarades Simon Reyes Rivera, Filemon Escobar; retour immédiat de ces camarades en Bolivie.

13-Refus du nouveau code de travail qui prétend imposer le gouvernement en marge de la volonté de la classe ouvrière, et qui a pour but très net de corporativiser le mouvement ouvrier.

14- Lutte pour la diminution de la journée de travail à 6 heures.

15-Lutte pour que les richesses naturelles et stratégiques redeviennent réserves fiscales.

Corocoro, 6 mai 1976.

DEROULEMENT DES FAITS

Les mineurs quittent le congrès avec l'intention de lancer une offensive, mais une série d'événements se produisent: l'ex-président de Bolivie, le Général Torres, est assassiné en Argentine. Tous les secteurs de la population accusent le gouvernement de l'assassinat de Torres, font des arrêts de travail en signe de deuil, et réclament le rapatriement de la dépouille du président.

Un nouveau décret de service militaire pour étudiants est promulgué, dans plusieurs villages des affrontements avec les étudiants provoquent des morts, des bandes fascistes attaquent une université, etc.

Le 9-6-76, le gouvernement décrète l'Etat de siège, l'armée intervient dans tous les centres miniers avec tanks et avions, les soldats ratissent tout, rue après rue, maison après maison, les derniers dirigeants continuent la grève de la mine elle-même. Les troupes coupent la lumière, l'eau ainsi que l'approvisionnement alimentaire; cependant, la grève dure 5 semaines. Les femmes organisent la résistance, rationnant

les aliments, envoyant leurs enfants demander de l'aide en ville.

Le gouvernement emprisonne dans tout le pays les dirigeants des autres secteurs qui se solidarisent avec les mineurs, et remet 50 prisonniers à Pinochet; parallèlement, il licencie tous les grévistes et embauche des chômeurs. C'est ainsi que la grève pourrit et s'arrête, le déploiement des forces armées ne permettant pas de coordination entre les différentes mines.

## POURQUOI LA GRÈVE A-T-ELLE ÉCHOUÉ?

Dans les conditions actuelles, les mineurs boliviens peuvent à peine compter sur l'aide des autres secteurs de la population, et aucune aide, même morale ne leur vient de l'extérieur. Le gouvernement, par contre, peut manipuler à son gré les mécanismes de l'Etat et l'appui international lui est acquis.

Pendant 5 ans, les mineurs ont préparé une offensive, sans répondre prématurément aux provocations gouvernementales, ils ont rénové leurs cadres exilés ou incarcérés, et soutenu les revendications des autres secteurs de la population. De son côté, le gouvernement a étudié la capacité de résistance des mineurs, sans intervenir directement mais en manipulant les autres secteurs de la population pour isoler les mineurs.

Fin mai, les secteurs traditionnellement combatifs n'étaient pas complètement réorganisés. Les étudiants, facteur d'agitation incontrôlable dans les villes, restructuraient difficilement leur direction, leurs dirigeants avaient été expulsés au Chili, au Brésil et au Paraguay en avril; c'est alors que surviennent l'assassinat de Torres et la loi de Service militaire; les étudiants se dispersent devant ces problèmes.

En même temps, le gouvernement promet une augmentation de 400 pesos aux travailleurs des usines, et ceux-ci, après quelques arrêts de travail, se désolidarisent des mineurs et continuent le travail.

Ces mesures, ainsi que l'isolement des secteurs populaires, n'avaient pas été prévues par les mineurs, tout s'était passé très vite, et le climat insurrectionnel était en fait contrôlé par le gouvernement.

Les mineurs résistent farouchement sans répondre aux provocations de l'armée, et parviennent à éviter un affrontement qui se serait terminé en massacre, pour tenter une négociation avec le gouvernement. Mais ils ne réalisèrent pas que même dans la mine, certains dirigeants étaient sans expérience, que les usines étaient infiltrées par les coordinateurs du gouvernement et que les étudiants et leurs nouveaux dirigeants amenés à un affrontement prématuré, seraient incapables d'une riposte cohérente. La grève fut déclenchée rapidement sans que soient consolidées les liaisons établies avec les autres secteurs de la population; la réussite dépendait de la spontanéité des masses que la rapidité des événements fait retomber sous contrôle du gouvernement.

SITUATION ACTUELLE

Le mouvement des mineurs est le plus important par sa combativité et le niveau de conscience acquis, par l'appui qu'il offre aux autres secteurs de la population, vu son énorme poids économique (80% des devises du pays sont dues à l'exportation de minerais).

L'encerclement militaire empêche physiquement la réorganisation.

La majeure partie des dirigeants expérimentés est dispersée. La libération des dirigeants incarcérés en Patagonie doit être obtenue: ces prisonniers, sous contrôle chilien, sont en danger de mort.

Quatre mois après la fin de la grève, les affrontements sanglants continuent dans les centres miniers, la présence des troupes constitue en effet une provocation et une menace permanentes. Un mouvement pour le retrait des troupes militaires qui encerclent les campements miniers est indispensable.

Tiré de "América Presse",
no. 27, déc. 1976.

# IMMIGRATION BLANCHE D'AFRIQUE AUSTRALE, OPERATION RACISTE ET ANTINATIONALE

Cent cinquante mille colons blancs de Rhodésie, Namibie et Afrique du Sud, la plupart d'origine allemande et hollandaise émigreront en Bolivie à partir du milieu de cette année.

Cette nouvelle est d'abord apparue en Bolivie dans une publication diffusée par le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR de Bolivie) en date du 12 février. Malgré la répression existante dans le pays et la stricte censure de la presse, la nouvelle se diffuse rapidement, causant de l'étonnement dans de larges secteurs de la population. Quatre jours plus tard, elle est reprise par l'AFP (Agence France Presse) et publiée le jour suivant par le journal catholique Presencia (de Bolivie); le 18 février, Le Monde publiait succinctement la nouvelle.

Le projet a obtenu l'accord du gouvernement bolivien et l'appui du gouvernement d'Allemagne Fédérale qui financera initialement l'opération avec cent cinquante millions de dollars.

Ainsi la négotiation que le gouvernement bolivien mène depuis avril 1975 sort du secret; à cette époque, le Ministre de Planification et de Coordination, le Général LECHIN SUAREZ, entreprend des conversations officielles avec le Comité Intergouvernemental pour les Migrations Européennes (CIME) et avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID), dans le but de favoriser les migrations blanches vers la Bolivie. Quelques mois après, à Genève, le Ministre rencontre à nouveau les dirigeants du CIME et engage la Bolivie au point d'organiser une visite des représentants de ces colons en Bolivie. Il semblerait que cette visite n'ait abouti à aucun accord.

## UNE SOLUTION POUR LES PAYS COLONIALISTES ET RACISTES

Cependant, fin 1976, la recrudescence de la lutte armée en Rhodésie et en Namibie ainsi que la mobilisation populaire en Afrique du Sud font que les gouvernements européens se posent à nouveau le problème de l'absorption d'anciens colons blancs dont la sortie d'Afrique Australe devient imminente. N'étant pas en conditions d'affronter les graves problèmes sociaux et

économiques que provoqueraient l'intégration de ces colons dans leurs propres pays, les gouvernements d'Allemagne Fédérale et, dans une moindre mesure, ceux de Hollande et de Grande Bretagne, cherchent à trouver une solution à cette situation en Amérique latine.

C'est ainsi que le gouvernement d'Allemagne Fédérale convoque discrètement une réunion à Costa Rica, à laquelle assistent des représentants des gouvernements d'Argentine, du Brésil, Bolivie, Uruguay et Vénézuela. A cette réunion, le gouvernement allemand propose le déplacement en Amérique latine de trente mille familles blanches provenant des pays d'Afrique Australe et offre un crédit de 150 millions de dollars pour l'opération qui sera sous le contrôle du CIME. Le Brésil et le Vénézuela répondent en proposant de ne recevoir que les professionnels et techniciens hautement spécialisés et rigoureusement sélectionnés. L'Uruguay et l'Argentine rejettent la proposition en raison de la situation politique difficile qu'ils traversent. La proposition n'est acceptée intégralement que par le gouvernement bolivien dont les représentants toucheront une importante "commission" pour mener à bien le projet.

## AVEC LA COLLABORATION DE LA BOURGEOISIE RACISTE DE BOLIVIE

Afin de préparer l'opinion publique, le 2 janvier 1977, Guido STRAUSS, sous-secrétaire de l'Immigration du Ministère de l'Intérieur bolivien mentionne parmi les plans de son département, "la promotion de l'entrée au pays de forts et importants contingents d'immigrants blancs d'origine allemande et hollandaise provenant particulièrement de Namibie, Rhodésie et Afrique du Sud". L'opinion publique bolivienne, habituée à écouter les nombreuses déclarations d'intentions de la part des personnalités du gouvernement bolivien n'assigne pas beaucoup d'importance à la déclaration de STRAUSS. C'est ainsi que le projet continue à se développer et le 14 février, le gouvernement bolivien reçoit la visite de M. LEON, chargé du CIME pour l'Amérique latine, dans le but d'arrêter les derniers détails du plan.

L'on a déjà choisi les zones où les futurs immigrants s'installeront: San Borja, Securé et Abapo Izozog, zones à haut potentiel agricole et renfermant de grandes réserves pétrolières, situées dans les départements orientaux de Santa Cruz et du Béni. Ces zones jouissent d'avantages considérables, non seulement du fait de leur potentiel mentionné, mais également du fait des investissements très importants que le pays y a réalisés en infrastructure routière, irrigation et servi-

ces en général. Celles-ci étaient originellement destinées à favoriser la migration interne de milliers de paysans qui se seraient déplacés des zones les plus pauvres et les plus peuplées des vallées et du haut-plateau, assurés d'y trouver des conditions adéquates d'existence grâce à l'investissement réalisé.

## L'IMPERIALISME AMERICAIN ET SON JEU DANS L'OPERATION

Ces faits, dont les conséquences dépassent le cadre bolivien et celui des pays de l'Afrique Australe, ne peuvent qu'attirer l'attention de tous ceux qui voient dans le racisme et la discrimination économique et culturelle, des formes particulièrement intolérables de violation des droits de l'homme.

Il faut tenir compte de la nécessité qu'ont les Etats-Unis de renforcer leur présence en Amérique latine et surtout dans le Cône Sud, pour assurer la contention de la vague de déstabilisation déclenchée en Afrique. Le plan initial prévu, la création de l'Organisation du Traîté de l'Atlantique Sud (OTAS), élaboré sous KISSINGER, a des difficultés à être mis en marche, fondamentalement à cause de la réticence du Brésil. Une fois passé le "miracle", le Brésil doit affronter une situation économique délicate; il ne pourra s'en sortir qu'à condition d'assurer son approvisionnement en pétrole; c'est pourquoi il lui faut maintenir de bonnes relations avec ses fournisseurs (les pays arabes, et Cabinda, en Angola, qui de par sa proximité, constituerait la source idéale).

En parlant de violation des Droits de l'Homme en Uruguay et en Argentine, la nouvelle administration américaine fait en sorte que l'intérêt des agences internationales de nouvelles soit attiré temporairement et superficiellement par ces pays; ça lui assure une plus grande liberté de mouvement en Bolivie et en Afrique du Sud, dans le but de réaliser une transplantation qui, si elle réussissait, permettrait de "décrisper" la situation en Afrique. Ainsi, les Etats-Unis laissent le projet OTAS à un second plan, dans la mesure où, au coeur de l'Amérique latine, dans une région de "soudure continentale" selon les expressions de COUTO E SILVA, PINOCHET et KISSINGER, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre et la Hollande consolideraient un noyau dont l'anti-communisme et le conservatisme ne font aucun doute. De plus les possibilités d'expansion économique et de connexion internationale sont importantes si l'on tient compte des caractéristiques de l'espace choisi pour leur implantation ainsi que les relations qu'ils maintiendraient avec la classe gouvernante bolivienne. Relations qui, à leur tour, ne peuvent être comprises qu'en tenant compte des caractéristiques de cette classe.

LE RACISME EN BOLIVIE

Cette classe est l'une des plus faibles de l'Amérique latine: à part le fait d'avoir perdu la moitié du territoire national bolivien, depuis le milieu du siècle passé, elle n'a pas réussi à gagner un seul conflit externe où elle ait participé, fait qui doit être relié à la faiblesse économique et idéologique d'une classe qui gouverne un pays dont elle se sent honteuse. La population bolivienne est composée de 65% d'indiens, qui, d'après l'un des plus "éminents" écrivains de la classe au pouvoir, sont non seulement la cause du "retard" de la Bolivie, mais aussi des "êtres plus onéreux que les bêtes, car ils mangent plus et travaillent moins".

Cette classe gouvernante, depuis les exploiteurs miniers de l'argent, en passant par les trois "barons" de l'étain, jusqu'à la bourgeoisie dépendante actuelle, n'ont réussi à se maintenir que grâce à la répression interne et à la subordination externe. Cet état de choses -il serait erroné de le penser- ne répond pas uniquement à des conceptions racistes irrationnelles sur l'infériorité de l'indien. Il répond également à des intérêts économiques, politiques et militaires d'une classe qui ne peut se maintenir au pouvoir que si elle est soutenue par des forces externes. L'expérience de 1952, où des mineurs, des paysans et des étudiants mal armés et encore plus mal retranchés furent capables de détruire l'armée oligarchique bolivienne, illustre la nécessité qu'a eue et qu'a de façon croissante la bourgeoisie dépendante bolivienne de l'aide externe, non seulement pour élargir sa base productive, non seulement pour commercialiser ses produits, mais aussi pour organiser, entrainer et armer ses corps administratifs et répressifs.

Ce contexte, c'est-à-dire la combinaison de la faiblesse économique et politique et le racisme et conservatisme idéologique de la bourgeoisie bolivienne, expliquent d'une part sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis et du Brésil et, d'autre part, son inclinaison à resserrer ses liens avec des gouvernements tels que ceux du Chili, Taiwan, Corée du Sud, Afrique du Sud et la "République du Transkei".

En effet, seule une bourgeoisie possédant de telles caractéristiques peut offrir son pays pour que puisse se consommer la plus inédite et condamnable des exportations, celle de l'apartheid.

REPANDONS LA NOUVELLE ET PROTESTONS

Il est urgent d'informer toutes les forces démocratiques et progressistes et toutes les personnes qui s'opposent au racisme et à la discrimination, afin qu'elles dénoncent et tentent d'empêcher que les gouvernements d'Allemagne Fédérale, des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et de Hollande, tentant d'échapper aux problèmes que leur pose la lutte de libération des peuples d'Afrique, utilisent la classe gouvernante bolivienne pour faire retomber sur le peuple bolivien en particulier et latino-américain en général, le poids de l'apartheid.

# ENTREVUE AVEC UN MILITANT SYNDICAL DE RETOUR D'ÉQUATEUR

# ENTRETIEN AVEC UN MILITANT SYNDICAL DE RETOUR D'ÉQUATEUR

## ENTREVUE AVEC UN MILITANT QUEBECOIS DE RETOUR D'UN VOYAGE EN EQUATEUR

1. Qu'est-ce qui t'a amené à passer tes vacances en Equateur?

C'est un voyage qui se voulait "touristique", mais qui fut finalement politique et syndical. En novembre dernier, j'avais rencontré Emilio Velasco, président de la CEDOC (1). J'avais ainsi été sensibilisé au dossier de l'Equateur. A l'époque, j'étais vice-président officier du Conseil Central de Montréal et vous vous souvenez que le Conseil Central avait officiellement donné son appui à la CEDOC-VELASCO (2). Tout ça pour dire que je savais un peu où je m'en allais, mais en même temps il y avait une bonne part d'improvisation dans mon voyage. Par exemple, je n'aurais jamais espéré pouvoir passer 23 jours avec E. Velasco et parcourir tout le pays.

---

(1) La CEDOC est une des trois centrales ouvrières qui existent en Equateur. Cette Centrale de près de 80,000 membres est affiliée à la CLAT qui, elle, regroupe tous les travailleurs d'Amérique Latine qui sont affiliés à la CMT (Confédération Mondiale du Travail) dont le président actuel est Marcel Pepin.

(2) Pour plus d'informations, nous vous référons à l'"HISTOIRE DE LA CEDOC", Série Amérique Latine Aujourd'hui, en vente au comité (.50).

2. Comment s'est organisé ton séjour une fois rendu là-bas?

J'ai été chaleureusement reçu. Dès la première journée, on a établi que je ferais le tour de l'ensemble des provinces du pays et que je rencontrerais les dirigeants des fédérations provinciales de la CEDOC (l'équivalent de nos conseils centraux).

On visait ainsi trois buts: 1) connaître la réalité sociale, économique et politique du pays; 2) connaître le mode de fonctionnement de la CEDOC, ses techniques d'animation et d'éducation; 3) et enfin vérifier sur place toute la question de la scission à l'intérieur de cette centrale, qui avait eu lieu lors du congrès de 1975.

3. As-tu eu l'occasion de rencontrer des militants de d'autres centrales ou de groupes politiques ?

J'ai rencontré de nombreux militants de d'autres centrales syndicales. Vous savez qu'il y a deux autres centrales syndicales: la Confédération Equatorienne des Syndicats "libres" (CEOSL) et la Confédération des Travailleurs Equatoriens (CTE). Cette dernière est d'obédience communiste, mais on se rend vite compte qu'elle est très bureaucratisée. J'ai rencontré de ces militants au niveau provincial et même au niveau de certaines municipalités. Un point très important que je voudrais souligner, c'est que ces deux centrales ont pris fermement position en faveur de la CEDOC présidée

par E. Velasco. J'ai été à même de constater que l'aile divisionniste était très minoritaire et utilisait des méthodes déloyales, divisionnistes et anti-ouvrières.

J'ai aussi rencontré des gens extérieurs au mouvement syndical. Je tiens à le souligner, c'est important. J'ai rencontré des membres du bas clergé, qui travaillent dans des coopérations et y font un travail politiquement très intéressant. Eux aussi, ils m'ont donné la même version quant à la CEDOC. J'ai également rencontré des coopérants espagnols et allemands, des responsables de la Centrale Equatorienne des Services Agraires et enfin de nombreux professeurs et étudiants de l'université de Quito.

Je tiens à le répéter, durant tout mon séjour, je n'ai jamais entendu un son de cloche discordant au sujet de la CEDOC, présidée par E. Velasco.

4. <u>En tant que militant syndical québécois, as-tu noté des différences entre le syndicalisme qui se pratique en Equateur et celui d'ici</u> ?

La première différence remarquable c'est probablement le <u>contexte</u> dans lequel se pratique le syndicalisme en Equateur. Là-bas, c'est vraiment la période héroïque de défrichage. Les gens n'ont presque pas de moyen au point de vue matériel et financier.

Ensuite, leur travail est définitivement <u>dangereux</u>. La CEDOC est composé majoritairement de "campesinos" (paysans) qui doivent se

battre pour l'application de la loi de la Réforme Agraire. L'occupation des terres amène presque toujours des vengeances de la part des grands propriétaires, qui ont mis sur pied des milices personnelles de la mort. Là-bas on ne se fait pas casser la gueule, on se fait tuer! Par exemple, une semaine avant mon arrivée, un militant d'une province du sud (El Azuay), avait été assassiné, victime de la vengeance d'un propriétaire terrien. Les conditions de la pratique syndicale sont donc très différentes d'ici.

Une autre différence que j'ai pu constater, c'est qu'au niveau de la CEDOC, il n'y avait absolument pas de bureaucratie. Il y a aussi des différences très importantes quant au type de formation et d'animation syndicale. En Equateur, plus de 50% de la population est analphabète. A l'intérieur de la CEDOC, qui regroupe surtout la classe paysanne, il y a plus de 80% des gens qui ne savent ni lire, ni écrire. Et pourtant, ils ont su utiliser des outils adéquats pour rejoindre et conscientiser ces compesinos. J'ai été très impressionné de réaliser le haut niveau de conscience politique et idéologique des principaux dirigeants et la facilité avec laquelle ils peuvent traduire en formules très simples et très accessibles les orientations de leur centrale. Je pense qu'il y a beaucoup de groupes politiques québécois qui auraient avantage à faire un "stage" là-bas.

5. Comment se prépare la fête du ler mai en Equateur ?

Dans le cadre de la préparation du ler mai, ce sera la deuxième année consécutive que la mobilisation est organisée conjointement par les trois centrales. Comme E. Velasco nous l'avait laissé entendre en novembre dernier, j'ai pu constater qu'il y avait effectivement un processus d'unification des trois centrales. Cette année, ils s'attendent à perturber, à paralyser complètement l'activité économique du pays. D'après les préparatifs que j'ai vus, je ne pense pas qu'ils se racontent des histoires. Par ailleurs, je sais de source sûre, que depuis quelques mois, des "conseillers" argentins sont arrivés au pays. Face à la montée et à la radicalisation des luttes populaires, la droite se prépare.

J'aimerais rappeler qu'en 1975, les trois centrales s'étaient entendues sur une plate-forme de revendications communes, dont les points les plus importants étaient: 1) nationalisation du pétrole sans indemnisation, ainsi que celle du commerce extérieur; 2) abolition des décrets anti-ouvriers; 3) application immédiate de la loi de la Réforme Agraire. Les centrales ont si bien mobilisé leurs membres, qu'en novembre 1975, plus de 75% des travailleurs du pays avaient débrayé!

6. Quelles sont les préoccupations premières des militants de la CEDOC?

Les militants s'appuient tactiquement sur la loi de la Réforme agraire. Leur première préoccupation c'est d'expliquer aux pay-

sans en quoi consiste cette loi (première loi en 1964, deuxième loi en 1973). On y lit par exemple que les terres qui ne sont pas exploitées à plus de 80% doivent automatiquement être données aux paysans. C'est une loi assez progressiste mais plusieurs amendements qui y ont été ajoutés, sous la pression des grands propriétaires terriens, la rendent très difficilement applicable. Le travail des militants c'est d'expliquer aux paysans, à partir de leurs conditions concrètes de vie, comment ils peuvent sortir, c'est quoi la lutte des classes dans leur pays, ce que ça implique pour eux en termes de dégradation de vie, au point de vue physique, économique et moral (en effet, plusieurs indiennes doivent se prostituer dans les grandes villes pour survivre).

7. Est-ce que ça veut dire que le mouvement syndical a un projet à long terme?

En effet, les centrales syndicales se battent à deux niveaux: a) à un niveau économique pour l'amélioration à court terme du niveau de vie, pour l'augmentation des salaires...; b) à un niveau politique parce qu'ils sont conscients qu'ils ne peuvent pas penser changer le niveau de vie des travailleurs sans un renversement complet des rapports sociaux. Le scénario équatorien est très clair pour eux: 5% de la population possède tout et 95% sont carrément exploités. La priorité du travailleur equatorien à chaque matin c'est de manger un repas dans sa journée, pas trois, un... Alors, vois-tu, l'enjeu est très clair...

8. Est-ce que tu penses que la lutte pour le socialisme en Equateur est surtout dirigée par les syndicats ou par des partis?

Les centrales syndicales sont effectivement des organisations de masse et elles assurent conséquemment un rôle de leadership. Il y a aussi des gens, qui ne font pas partie du mouvement syndical, mais qui travaillent dans le même sens.

Pour ce qui est de l'échiquier politique, il y a le Parti Conservateur qui représente les intérêts des propriétaires fonciers et ceux de la bourgeoisie agro-exportatrice. Un deuxième parti, le Parti Libéral, représente les intérêts de la nouvelle bourgeoisie, la bourgeoisie industrielle (3). Il y a aussi un Parti Communiste et un Parti Socialiste mais ils ne représentent absolument rien. Ils sont très bureaucratisés et ils n'ont pas d'assise.

On pourrait en profiter pour rappeler que la Junte militaire équatorienne va remettre la direction du pays dans quelques mois, à un gouvernement civil. On évalue actuellement que les successeurs au pouvoir sera Assad Bucaram qui vient du Moyen-Orient. Il y a beaucoup d'arabes dans la bourgeoisie. Il est nettement populiste et réactionnaire, mais il jouit d'un prestige immense auprès des masses non organisées des grandes villes (lumpen-prolétariat).

(3) Jusqu'en '72, la bourgeoisie agro-exportatrice, qui regroupe les possédants des plantations de bananes, de café, de cacao et des rizières, avait un rôle politique très important. Elle a été supplantée par la bourgeoisie industrielle qui est apparue avec la "découverte" et l'exploitation des gisements prétoliers. Ce revirement de situation a provoqué un rapprochement de la bourgeoisie agro-exportatrice avec ses ennemis d'antan, les propriétaires fonciers.

9. Durant ton séjour, as-tu entendu parler de d'autres luttes ouvrières et populaires latino-américaines?

Oui, bien sûr. J'ai participé par exemple à la Semaine de Solidarité avec le peuple argentin. J'ai pu constater les liens nombreux qui unissaient les travailleurs d'Equateur à ceux de l'Argentine. Ils sont aussi très solidaires de la cause chilienne. J'ai également pu constater qu'ils avaient des liens avec des centrales syndicales qui ont les mêmes problèmes que les leurs, entre autres celles des travailleurs de la République Dominicaine, ils essaient aussi de nouer des liens avec des militants du Honduras.

10. L'internationalisme prolétarien, qu'est-ce que ça veut dire pour toi?

Ca veut dire que les travailleurs, que ce soient ceux d'Afrique, du Moyen-Orient ou du Québec, ont des intérêts communs face à des problèmes communs; ça veut dire qu'ils ont des batailles très dures à mener d'où la nécessité d'avoir des liens internationaux pour échanger leurs expériences et se donner un coup de main.

Par exemple, pour un travailleur québécois, aider les militants de la CEDOC-VELASCO, ce serait les aider à se faire reconnaître sur le plan international, les aider à rompre leur isolement, les aider à combattre les éléments réactionnaires dans la centrale syndicale dont certains à l'intérieur de la CMT et de la CLAT.

Comme travailleur québécois, on est bien placé pour les appuyer,

par la CSN. On sait que la CSN fait partie de la CLAT et qu'elle y est très influente. Si on peut amener la CSN, lors du prochain congrès,à reconnaître la CEDOC-VELASCO et d'en informer ses principaux affiliés, j'ai l'impression qu'on leur donne un fichu coup de main.

11. Les militants équatoriens de la base connaissaient-ils le Québec?

Ils connaissaient la position adoptée par le Conseil Central de Montréal et ils apprécient énormément notre appui. C'est un soutien politique et moral très important pour eux. J'ai été à même de le constater partout où j'allais et pas juste au niveau national.

Ce sont des gens très ouverts, très intéressés. Je leur disais souvent que même si nos conditions de vie sont très différentes des leurs, nous sommes également un peuple exploité et colonisé. Et ça, ils le comprennent très vite. Ca m'a même très impressionné. Pour eux, la solidarité de classe c'est quelque chose de très concret, ce n'est pas un slogan de congrès.

12. Parmi les travailleurs québécois, est-ce que tu as l'impression qu'il se développe un certain intérêt pour les questions de solidarité internationale?

Tu vois, ça fait à peu près 10 ans que je milite à l'intérieur de la CSN de façon régulière. Si j'avais parlé de ça il y a 6 ans, c'aurait été très "exotique". Maintenant, j'ai pas du tout l'im-

pression d'achaller le monde ou de passer pour un huluberlu. Par exemple, lors du dernier congrès du Conseil Central, lorsque j'ai parlé de mon rapport de ce que j'ai vu en Equateur et de la nécessité de créer des liens avec ces travailleurs, j'ai suscité beaucoup d'intérêt et de questions. Les résolutions qui ont été adoptées sont également très positives: maintenir des relations bilatérales avec la CEDOC-VELASCO, amener ça au congrès de la CSN et en aviser la CMT. Il y a 5 ans, cela aurait été impossible.

(Entrevue réalisée avec Nelson Cérat le 18 avril 1977).

# NON A LA NORANDA

La campagne de dénonciation de la complicité canadienne avec les dictatures militaires du Cône Sud de l'Amérique latine et de boycott à l'investissement de la Noranda au Chili, lancée il y a 2 mois, continue et s'intensifiera d'ici le mois de juin.

Les travailleurs québécois, via leurs organisations syndicales, ont donné à date un appui très significatif à cette campagne. Des centaines de pétitions ont été signées lors d'assemblées syndicales et le dossier spécial Le Canada profite-t-il des coups d'Etat? a été distribué à 3,000 exemplaires.

Le Comité Québec-Chili a été invité par de nombreuses organisations à expliquer la campagne à leurs membres en la situant dans les perspectives de soutien à la Résistance Populaire Chilienne. Mentionnons:

- Le Conseil général de la CEQ
- La région Centre-Nord du Conseil Central de Montréal (CSN)
- Le Congrès du Conseil Central de Montréal (CSN)
- La Fédération nationale des Enseignants québécois (CSN)
- La Fédération des Affaires Sociales (CSN)
- Le Conseil Confédéral (CSN)
- La Fédération des Pâtes, Papiers et Fôret (CSN)
- Le Conseil Central du Saguenay Lac-St-Jean (CSN)
- Le Conseil Central de Québec (CSN)
- Le Congrès du Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement du Nord-Ouest québécois (CEQ).

Le Comité a participé aussi à des journées "Chili" au CEGEP Ahuntsic et au CEGEP St-Laurent.

Les revues "Le Militant" (CSN) et "Ligne Directe" (CEQ) ont publié des articles sur la campagne, invitant leurs lecteurs à y participer.

Enfin, il y a eu quelques émissions de radio et il y aura une émission de télévision, jeudi le 5 mai, à 8 h.P.M. au Canal 9 (cable).

Soulignons ici que la campagne se poursuit dans tout le Canada. En Ontario, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, plusieurs syndicats l'ont appuyée, votant des résolutions de condamnation de la complicité canadienne en Amérique latine et en envoyant leurs protestations au gouvernement canadien et à la compagnie Noranda.

Nous reproduisons dans les pages suivantes la lettre qu'un travailleur québécois a envoyé au Président de la Noranda. Voila une initiative à encourager. C'est aussi une invitation à poursuivre la lutte contre la bourgeoisie canadienne qui, en plus d'assurer l'exploitation des travailleurs d'ici, participe à la surexploitation des travailleurs chiliens et latino-américains.

Mont-Joli, 6 avril '77.

Cie Noranda Mines,
P.O. Box 45,
Commerce Court West,
Toronto, Ont.

A qui de droit,

Si je vous écris ce n'est pas pour vous envoyer des fleurs. Mais je ne sais pas trop par quoi commencer pour atteindre votre coeur. Car je doute que vous en ayez un!

J'exagère peut-être. Ce sont plutôt vos yeux qui sont crevés! Vous ne cessez de les fermer sur les réalités et les vérités de l'Amérique latine "hypercongestionnée".

Et parlons-en de ces réalités. Voici donc où je veux en venir. C'est au sujet de votre projet de $350 millions d'investissement au Chili. Vous croyez ou plutôt vous voulez croire que ces investissements rehausseront l'économie du pays et créeront des emplois.

Eh bien, laissez-moi vous dire qu'il n'en est pas tout à fait ainsi.

Premièrement, les profits réalisés ne bénéficieront nullement au peuple chilien mais à la bourgeoisie chilienne et à vous. Et vous le savez très bien.

Deuxièmement, il est évident que les profits réalisés, et qui ne font que profiter à une minorité de sans-scrupules et de tortionnaires, sont destinés à maintenir et à renforcir la dictature de la droite (Junte militaire et bourgeoisie) au pouvoir.

Ces "fonds" pour financer la dictature servent à consolider le régime et à lui permettre d'acheter et de commercer avec l'extérieur (d'autres pays) au profit, toujours, de la minorité opprimante. De sorte que les paysans, les ouvriers, les mineurs et les autres membres du peuple crèvent de faim. Surtout pas de révolte, sinon c'est la mort ou la torture, n'est-ce pas? On comprend vite quels sont vos intérêts à maintenir et à appuyer la junte militaire et répressive de Pinochet: vous faites énormément plus de profits. Quelle aubaine, ce Pinochet! N'est-ce pas? On se croirait au Moyen-Age dans un système féodal! Mais en réalité ce n'est pas ça. C'est pire! Vous n'avez plus aucun motif. L'Eglise est con-

tre vos "complices". L'opinion publique mondiale et possiblement l'opinion publique canadienne sont contre vos complices et vous. Les travailleurs québécois et canadiens n'aimeront pas ça. Ni le gouvernement non plus. Surtout qu'il cherche à rehausser son prestige face aux masses syndicales, libérales et progressistes du pays. Et aussi, à cause que vous pourriez très bien ouvrir ou réouvrir des usines et des mines au Canada. Non, personne n'aime ça, ici, au Canada. On veut des emplois ici.

Je ne vous demande rien. Vous n'avez pas de conscience. Mais je peux vous donner un conseil: à court terme, le Chili, ça peut être peut-être bon pour "les gros sous". Mais l'Amérique du Sud et le Chili en sont rendus à un point de saturation d'écoeurement. Ce n'est pas pour rien que les tortures, les assassinats et la répression font rage. Mais, le monde "glisse à gauche". En 1975, le Vietnam, le Laos, le Cambodge sont devenus communistes. En 1976, ce fut au tour de l'Angola.

Vers les années '80, ce pourrait très bien être au tour du Chili et de l'Argentine inspirés par leurs héros: Allende et Peron. Le bloc de l'Amérique du Sud est à la veille "d'éclater" comme l'Asie du Sud-Est. Alors, ne serait-il pas préférable pour vous, messieurs les "sans cervelle", d'établir vos entreprises et d'investir au Canada où la révolution n'est pas sur le point d'éclater à tout moment comme en Amérique Latine.

D'un ami qui vous veut du bien...

Ha! Ha! Ha!

Marc Corriveau